

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LES DISPARUS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 20 décembre 1916.
à 2 heures de l'après-midi*

PAR

Jean GALLIER

Avocat

Président : M. GÉNY, professeur
Suffragants { *MM. BINET, professeur doyen*
CHRÉTIEN, professeur

A. MALOINE & FILS — ÉDITEURS
27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27
===== PARIS — 1916 =====

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LES DISPARUS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 20 décembre 1916,
à 2 heures de l'après-midi*



PAR

Jean CALLIER

Avocat

Président : M. GÉNY, professeur

Suffragants { *MM. BINET, professeur doyen*
CHRÉTIEN, professeur

A. MALOINE & FILS — ÉDITEURS

27, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 27

===== PARIS — 1916 =====

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. BINET (I. ④).

Professeur honoraire: M. MAY (*, I. ④).

MM. BINET (I. ④), Professeur de Droit civil, Doyen.

GARNIER (I. ④), Professeur d'Économie politique.

BOURCART (* I. ④), Professeur de Droit commercial.

GAVET (I. ④), Professeur d'Histoire du droit et chargé
du cours d'Histoire du Droit privé.

CHRÉTIEN (I. ④), Professeur de Droit international
public et privé.

CARRÉ DE MALBERG (I. ④), Professeur de Droit
public et constitutionnel.

GÉNY (I. ④), Professeur de Droit civil.

MICHON (I. ④), Professeur de Droit romain et chargé
du cours de Pandectes.

BROCARD (A. ④), Professeur d'Économie politique et
d'Histoire des Doctrines économiques (Doctorat),
et chargé d'un cours d'Économie politique, Licence.

ROLLAND (A. ④), Professeur de Droit administratif.

SENN (A. ④), Professeur de Droit romain.

NAST, Agrégé chargé du cours de Droit criminel.

MOREL, Agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

LOUDINOD, Docteur en Droit, chargé des fonctions
d'agrégé et des cours de Procédure civile et de voies
d'exécution.

SIMONNET (A. ④), Docteur en Droit, chargé des fonc-
tions d'agrégé.

RENARD (A. ④), Docteur en Droit chargé des fonc-
tions d'agrégé.

BONTEMS (I. ④), Licencié en Droit, secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opi-
nions particulières du candidat.

LES DISPARUS

INTRODUCTION

Avant de préciser ce qui sera l'objet même de notre étude, il nous faut indiquer que nous nous rattachons aux méthodes d'interprétation généralement admises.

« Les lois, suivant la célèbre définition de Montesquieu, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses (1) » ; pour parvenir à les connaître, il nous faut, au préalable, examiner les données que nous fournit l'observation.

Le fait brutal de la disparition de toute une élite française, par suite de la guerre, a ému profondément les penseurs. Philosophes et jurisconsultes s'inquiètent de ce qu'il va advenir de l'héritage des disparus. La multitude des rapports, nés de la disparition, exige une réglementation spéciale et minutieuse.

1. Montesquieu, *de l'esprit des lois*, liv. 1, chap. 1 *initio*.

Notre étude se restreint aux cas où l'on est sans nouvelles de militaires ou de civils, par le fait de la guerre de 1914. Si ce fait ne peut, à lui seul, fixer les règles de la disparition, du moins en précise-t-il la portée, pour marquer, par exemple, que cette situation ne saurait exister avec son caractère propre, quand on a la preuve du décès, sans qu'un acte ait été rédigé.

J'essaierai de rechercher relativement aux disparus quels sont les enseignements de l'histoire ; je dégagerai ensuite les règles qui leur sont applicables pendant la durée des hostilités. Puis, au point de vue critique, je tenterai l'esquisse d'une théorie nouvelle satisfaisant mieux la justice et la raison ; je la proposerai à l'attention du Corps législatif en montrant comment elle ferait cesser les situations souvent pénibles et injustes qui sont le douloureux cortège de la guerre actuelle.

HISTOIRE

PREMIÈRE SECTION

Droit romain

Les études historiques tiennent, on le sait, une grande place dans le domaine du droit, outre qu'elles nous montrent le processus de la pensée humaine, elles nous révèlent des règles d'ores et déjà suffisantes pour diriger les volontés des hommes. Et s'il nous apparaît que ces règles doivent céder la place à d'autres, l'enseignement de l'histoire nous retient toujours sur la pente d'une critique démesurée.

En envisageant la question des disparus selon les données de l'histoire, nous verrons toujours, dans sa réglementation, apparaître les trois idées d'indécision, de suspension des droits et de rétroactivité.

Étudions brièvement le droit classique de Rome. Étant donné l'état de guerre incessant, il était très fréquent qu'il y eût incertitude sur le sort des militaires. Lorsque, par bonheur, il était ultérieurement démontré que ces soldats étaient tombés au pouvoir

de l'ennemi, quand ils revenaient dans leur patrie, le *Postliminium* avait pour but de remédier à la rigueur du droit ; c'était une fiction par laquelle on était amené à rendre à ces soldats de retour la jouissance de tout ou partie de leurs droits.

Qu'advenait-il des rapports de droit privé existant avant l'absence, soit au profit du Romain, soit à sa charge ? Durant la disparition, les droits des militaires ne leur appartenaient plus que sous la condition suspensive du retour.

Pour prendre un exemple, le fils, pendant l'absence du père, avait une situation en suspens (Ulpien, *Regulæ*, X, § IV). Le *Postliminium* entraînait en principe la rétroactivité en cas de retour. C'est ainsi que si le tuteur revient, après avoir été disparu, la tutelle lui sera rendue, elle sera censée n'avoir jamais été interrompue.

Ainsi, nous voyons la notion juridique de la disparition se préciser dans ses effets primordiaux et essentiels.

DEUXIÈME SECTION

Période de la Révolution et de l'Empire

Les guerres de la Révolution et de l'Empire, les émigrations politiques de cette période troublée de l'histoire, nécessitèrent le vote de plusieurs lois con-

cernant les militaires absents. La première porte la date du 11 ventôse an II; elle fut complétée la même année par une loi du 16 fructidor. Ces lois réglèrent le sort des successions, soit *ab intestat*, soit testamentaires (1), qui peuvent s'ouvrir au profit d'un militaire après son départ. La loi du 11 ventôse an II porte les dispositions ci-après :

ARTICLE PREMIER. — Immédiatement après l'apposition des scellés sur les effets et papiers délaissés par les père et mère des défenseurs de la patrie, et autres parents dont ils sont héritiers, le juge de paix qui les a apposés en avertira ces héritiers, s'il sait à quel corps ou armée ils sont attachés ; il en instruira pareillement le ministre de la Guerre et le double de ses lettres sera copié, à la suite de son procès-verbal, avant de le présenter à l'enregistrement, sans augmentation de droits.

ART. 2. — Le délai d'un mois expiré, si l'héritier ne donne pas de ses nouvelles et n'envoie pas de procuration, l'agent national de la commune, dans laquelle les père et mère sont décédés, convoquera, sans frais, devant le juge de paix, la famille et à son défaut, les voisins et amis, à l'effet de nommer un curateur à l'absent.

ART. 3. — Ce curateur provoquera la levée des scellés, assistera à leur reconnaissance, pourra faire procéder à l'inventaire et vente des meubles, en recevoir le prix, à

1. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à l'appliquer à toutes les successions dans lesquelles le militaire est intéressé, même à celles qui sont testamentaires. En ce sens : Aubry et Rau, *Droit civil*, t. I. § 161, note 4. — Demolombe, *Droit civil*, t. II, n° 343. — Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *Droit civil*, t. I, n° 135. — Cass. civ., 9 mars 1819. S. 19. 1. 343.

charge d'en rendre compte, soit au militaire absent, soit à son fondé de pouvoirs.

ART. 4. — Il administrera les immeubles en bon père de famille.

Quand une succession échue à un militaire absent s'est ouverte alors qu'il était déjà mobilisé, un curateur est nommé sur l'initiative du maire ; il a un rôle de pure administration. Les actes de disposition doivent être autorisés par le tribunal civil.

S'il s'agit d'un mineur, cette désignation ne dispense pas de lui donner un tuteur et un subrogé-tuteur (1). Le ministère public a une fonction générale de surveillance ; il peut exiger que le curateur donne une hypothèque pour garantie de la restitution des sommes qu'il devra toucher pendant son administration ou qu'il en opère le dépôt à la Caisse des consignations (Nancy, 31 janvier 1833. S. 34. 2. 683).

1° Des divergences se sont produites entre les Cours d'appel sur le point de savoir si cette loi est toujours en vigueur. La Cour de cassation s'est très nettement prononcée pour l'affirmative. A la date du 23 août 1837 (2), un arrêt de cette Cour est ainsi motivé :

Attendu que les dispositions de la loi du 11 ventôse an II qui ordonnent la nomination d'un curateur aux militaires

1. Bourges, 10 juillet 1821. Dalloz. *Rép. gén.* V° Absence, n° 680.
2. S. 37. 1.809 ; D. 37. 1.445.

appelés aux successions de leur père et mère, l'inventaire et la vente des effets mobiliers, et le versement des deniers, qui en proviennent, dans les mains du curateur constituent en leur faveur un droit spécial et exceptionnel auquel il n'a pas été dérogé par le Code civil.

Que cette dérogation ne résulte pas davantage de la loi du 13 janvier 1817 uniquement destinée, ainsi que l'annonce son titre, à déterminer le mode de constater le sort des militaires absents.

Qu'ainsi l'arrêt attaqué, en décidant que cette dernière loi avait abrogé celle du 11 ventôse an II et que les principes du droit commun devaient reprendre leur empire à l'égard des militaires, a violé les lois précitées des 11 ventôse an II et 13 janvier 1817.

Aucune modification n'étant survenue dans la législation, cette jurisprudence conserve toute son autorité (En ce sens : Aubry et Rau, *Droit civil*, 5^e éd., t. I, § 161, texte et note 1 bis, p. 964. — Demolombe, *Commentaire du Code Napoléon*, t. II, n^o 351. — Dalloz, *Répertoire général*. V^o absence, n^o 735).

2^o Quelle est la portée de cette loi ?

a) Huc affirme qu'elle ne s'applique qu'au cas de non présence des militaires; l'hypothèse de l'absence restant régie par l'article 136 du Code civil (1).

b) Selon une deuxième opinion, l'absent est présumé vivre jusqu'à cent ans ; jusque-là, les succes-

1. Huc, *Code civil. De l'absence*, § 467.

sions qui lui adviennent échoient à ses héritiers. La loi de ventôse aurait maintenu pour les militaires un système qui fut admis pour les absents, en général, dans une certaine période de l'ancien droit français. (Dunod, *Traité des prescriptions*). Mais, les auteurs et la jurisprudence, à la fin de l'ancien droit, étaient revenus à la règle ordinaire en matière de preuves qui met à la charge de celui qui veut exercer un droit, celle du fait sur lequel il repose (1).

Faute de cette preuve, ceux qui devaient recueillir la succession à défaut de l'absent l'appréhendaient. (Dumoulin, t. V, cons. I, n° 42. — Pothier, *Commentaire de la Coutume d'Orléans*. — Arrêts du Parlement de Paris, 11 août 1719. — Arrêts du Parlement de Toulouse, 23 juillet 1723. — Arrêts du Parlement de Bordeaux, 13 mai 1771).

Comment comprendre que le législateur de l'an II ait voulu consacrer une opinion abandonnée ?

c) Un troisième système a triomphé. On estime que la loi a eu pour but d'écarter, au profit du militaire seul, la règle des articles 135 et 136 du Code civil, de réserver ses droits en cas de retour et de pourvoir, par des mesures conservatoires, à ses intérêts éventuels ; on conclut que la succession qui s'ouvre au profit du militaire absent après son départ doit être

1. Merlin, *Questions de droit*, V. Absence. — Villequez, *de l'Absence en droit français*.

mise en réserve pour la part qui lui appartient : elle sera administrée par le curateur. Si le militaire revient par la suite, ses biens lui seront rendus ; s'il intervient, au contraire, un jugement de déclaration d'absence, la succession, à raison de l'effet rétroactif, sera remise à ceux qui l'auraient recueillie avec lui ou à son défaut (Cass., ch. civ. 17 fév. 1829. D.29.1.151. — Cass., 20 juin 1831) (1). Dans cette espèce, les héritiers présomptifs d'un militaire disparu prétendaient avoir droit à une succession à laquelle le militaire était appelé, mais ouverte postérieurement aux dernières nouvelles. La Cour suprême a rejeté leurs prétentions par le motif que, pour réclamer une succession au nom d'un militaire absent, il faut prouver qu'il existait encore au moment où la succession s'est ouverte.

La loi du 11 ventôse an II ne s'applique pas aux droits du mari militaire dans la communauté si celle-ci se trouvait dissoute ; ces droits existant d'une manière permanente au profit du mari, et on rentre-rait dans le droit commun du règlement successoral. (Orléans, 17 août 1853) (2).

Lorsqu'il n'a pas été tenu compte des droits d'un militaire absent dans le partage d'une succession à laquelle il est appelé pour partie, la liquidation de

1. Dalloz., *Rep gén*, V° Absence, n° 667, S.31.1.286.

2. D.54. 2.22.

ces droits ne saurait être ultérieurement exigée comme mesure préalable au partage de la succession laissée par un des cohéritiers du militaire, qui ont recueilli la première succession à l'exclusion de ce dernier (Req., 16 juillet 1862, S. 63. 1. 152).

Les fonctions du curateur durent jusqu'à ce qu'on soit définitivement fixé sur le sort du disparu ; il lui faut alors rendre compte de son administration.

La loi de l'an II statue, en définitive, pour le cas de retour du militaire sur le sort duquel pèse l'incertitude à la suite des combats. Et, comme le faisait le droit de Rome, le droit moderne garantit au soldat qu'il ne souffrira pas de son absence pour la plus juste des causes.

Cette loi est une survivance des méthodes juridiques de l'ancienne Rome, l'institution a changé de caractère, elle a évolué, elle subsiste. Il est curieux de voir combien les règles romaines ont inspiré les législateurs de la période révolutionnaire.

PARAGRAPHE 2

Pour les droits faisant partie du patrimoine de l'absent lors de son départ, et les difficultés qui y sont relatives, une loi fut votée en faveur des militaires ; ce fut la loi du 6 brumaire an V aux termes de laquelle, le commissaire du gouvernement près chaque tribunal doit veiller à ce que le tribunal

nomme les trois citoyens probes et éclairés qui doivent former le conseil officieux des défenseurs de la patrie, absents pour cause de leur service. Ainsi, lorsqu'un soldat, absent pour cause de son service, se trouve cité devant un tribunal civil, ou qu'il a fait lui-même citer un partie, le commissaire du gouvernement près ce tribunal doit faire en sorte que le conseil officieux se charge de sa défense.

Cette loi avait quelque peu dépassé les limites, ses dispositions ne furent pas, dès le début, entièrement observées. Tout le monde est unanime à déclarer qu'elle a été abrogée par la législation postérieure. (Dalloz, *Répertoire, des Absents*, § 52 et suiv. — Demolombe, § 346).

PARAGRAPHE 3

Un loi intervint, relative « aux moyens de constater le sort des militaires absents ». Ce fut la loi du 13 janvier 1817. Elle fut votée à la suite des guerres de la Révolution et de l'Empire qui ont eu lieu depuis le 21 avril 1792 jusqu'au 20 novembre 1815 ; le résumé suivant en peut être présenté :

Dans le cas de disparition d'un militaire ou marin à la suite des guerres dont nous venons de parler, ses héritiers présomptifs ou son épouse pourront soit faire déclarer l'absence, soit faire constater le décès (article premier).

La requête et les pièces justificatives sont communiquées

au procureur du roi, au ministre de la Justice, au ministre de la Guerre ou de la Marine. Ces derniers rendront la demande publique (art. 2).

Le ministre de la Justice renverra les renseignements recueillis par lui. S'il fait parvenir l'acte de décès, transcription en sera faite. A défaut d'acte de décès, le procureur du roi donnera ses conclusions (art. 3).

Le tribunal prononcera. Ou bien il rejettera la demande, ou il ajournera l'instruction pendant un an au plus. Les enquêtes sont facultatives. ~~L'absence pourra être déclarée en cas de disparition pendant un an au plus. Les enquêtes sont facultatives.~~ L'absence pourra être déclarée en cas de disparition pendant deux ans quand le corps servait en Europe, depuis quatre ans quand le corps servait hors de l'Europe (art. 4).

La preuve du décès pourra être ordonnée, conformément à l'article 46 du Code civil par titres, registres et papiers et par témoins, s'il était prouvé, soit par l'attestation du ministre de la Guerre ou de la Marine, soit par toute autre voie légale qu'il n'y avait pas de registres ou qu'ils avaient été perdus ou détruits en tout ou en partie, ou que leur tenue avait éprouvé des interruptions (art. 5).

Le jugement définitif ne pourra intervenir qu'après le délai d'un an à compter de l'annonce officielle de l'article 2.

Suivent les dispositions des articles 7 à 13 de la loi qui améliorent le régime de l'absence.

A la suite de la guerre de 1870-1871, la loi du 12 août 1871 a remis en vigueur les dispositions de la loi de 1817 (1). Ces lois sont aujourd'hui sans objet.

1. La loi du 13 juillet 1817 n'est pas applicable au cas où le demandeur réclame un droit subordonné au décès de l'absent, mais sans se prévaloir d'aucun lien de parenté ou d'alliance avec

Que faut-il décider pour les militaires disparus à la suite de la guerre de 1914 ? Une législation nouvelle devra fatalement intervenir. M. le ministre de la Guerre, dans une lettre insérée à *l'Officiel* du 6 mars 1915 (Débats, Ch. des députés, p. 379), écrivait : « L'administration examine les conditions dans lesquelles seront remises en vigueur les dispositions de la loi du 13 janvier 1817. M. Wahl se rallie à cette conception (*Revue trimestrielle de droit civil*, février 1916).

Nous ne sommes pas de cet avis. Hélas ! le nombre des soldats disparus à la suite des événements d'août 1914 est considérable ; ce sont des individus dont on ne sait s'ils sont vivants ou morts. Si on remettait en vigueur la loi de 1817, les intéressés devraient attendre de nombreuses années avant d'avoir la libre disposition des biens du disparu ; songeons qu'ils se trouvent souvent dans des situations de fortune précaires. Les épouses des disparus seraient « collées pendant leur vie pour ainsi dire à des morts » (De la Grasserie, *Revue critique*, 1914).

Pour légiférer, il faudra, prenant pour base l'exigence d'une méthode critique et active, scruter, à l'aide de notre raison, la nature des choses, en trou-

celui-ci, et sans élever aucune prétention sur ses biens : dans ce cas, la preuve du décès peut être faite conformément aux règles du droit commun. Cass., 19 juin 1872. S. 72. I. 435 ; P. 72. 1.146 ; D. 72. I. 461.

vant dans le droit comparé, les éléments du progrès auquel elle aspire.

Notre étude sera divisée en quatre parties.

Avant tout, il s'agit de préciser le problème qui n'a été jusqu'ici signalé que par aperçu dans l'introduction qui précède, en cherchant à fixer ce qui s'impose, dans notre matière, par suite du droit positif actuel et ce qui reste à découvrir. Tel sera l'objet de notre première partie ; nous y rattacherons l'étude des œuvres qui recherchent les disparus.

Dans notre deuxième partie, il conviendra de bien préciser les modes de constatation de la disparition afin de la faire bien apparaître telle qu'elle se présente à l'esprit et d'en dégager les contours.

Nous serons alors amenés, dans notre troisième partie, à nous servir de l'analyse pour étudier les principaux aspects de la disparition — envisagée jusqu'ici d'une façon générale — et exposer les règles qui leur sont applicables pendant la durée des hostilités.

C'est alors que, dans notre dernière partie, nous chercherons les suggestions du droit comparé ; puis, à l'aide de la synthèse, nous essayerons de préciser le système que nous proposerons au législateur pour la période d'après guerre.

PREMIÈRE PARTIE

Position actuelle du problème des disparus et éléments de sa solution

Ce qui est acquis, ce qui reste à faire

La situation que nous allons étudier se présente ainsi dans la réalité : Des gens sont disparus sans qu'on ait retrouvé leur corps ; les circonstances rendent le décès probable ; que va-t-il advenir ? Si, tout d'abord, le disparu avait une famille, son mariage va-t-il subsister ? Que vont devenir ses enfants mineurs. Qu'il soit marié ou non, allons-nous laisser ses biens à l'abandon, comment en régler la dévolution ? Tous les problèmes réglés par le Code civil se posent en notre matière.

La disparition étant une des formes de l'absence, les règles qui lui sont applicables sont celles de l'absence, à moins qu'une loi ne les ait modifiées (1). Il nous faut les rappeler.

1. Singulier postulat, va-t-on nous dire, pour des adeptes d'une méthode critique ! Mais il nous apparaît comme un donné histo-

PARAGRAPHE I

Rappel du droit commun d'absence

Il nous faut commenter les articles 112 à 143 du Code civil. Notre législation a divisé le temps qui s'écoule après les dernières nouvelles en trois périodes : 1^o présomption d'absence (art. 112 à 114, C. civ.); 2^o déclaration d'absence (art. 115 à 128, C. civ.); 3^o envoi en possession définitif (art. 129, C. civ.). Il y a lutte entre la présomption de vie et la présomption de mort, relativement à l'absent. Durant la première période, c'est la présomption de vie qui domine ; pendant la deuxième, la présomption de mort grandit ; dans la troisième, elle l'emporte de plus en plus. Il y a toujours incertitude sur l'existence de l'absent (Laurent, *Droit civil*, t. II, p. 171).

Première période

Le mariage de l'absent subsiste. Pour qu'il soit dissous, il faudrait qu'il y eût décès prouvé ; le conjoint de l'absent n'a jamais le droit de se remarier.

rique. Il a toujours été jugé que les lois du 11 nivôse et du 13 janvier 1817, devaient se combiner avec la réglementation du Code civil sur l'absence, cette dernière étant supplétive (Cass., 20 juin 1831. S. 31. I. 286.

S'il convole, en trompant la vigilance de l'officier de l'état civil, l'article 139 décide que l'absent seul peut agir en nullité de ce mariage. Proudhon (1) a prétendu que ce texte n'était pas applicable à la présomption d'absence ; qu'en cas de remariage, la nullité pourrait en être proposée par les nouveaux époux et par le ministère public qui offriraient de prouver l'existence de l'absent à l'époque où son conjoint a contracté une nouvelle union. Cette opinion avait recueilli l'adhésion de la Cour de Douai dans un arrêt du 16 mai 1837 (2) ; elle a été condamnée par la Cour de cassation (Arrêt du 18 avril 1838. Dalloz, *Rép. gén.*, v^o Absence, n^o 526). Les conventions matrimoniales se trouvent maintenues. La présomption d'absence exerce une certaine influence sur la situation des enfants mineurs. En cas d'absence de la mère, le père restant présent, il continue à exercer la puissance paternelle. Quand la mère est décédée ou vient à mourir avant que l'absence du père ait été déclarée, la surveillance des enfants sera déférée par le conseil de famille aux ascendants les plus proches et, à leur défaut, à un tuteur provisoire (art. 142 C. civ.).

L'enfant de la femme de l'absent ne peut réclamer l'envoi en possession en qualité d'héritier présomptif

1. Proudhon, *Traité de l'état des personnes*, t. I, p. 300.

2. Arrêt du 16 mai 1887 ; Dalloz, *Répertoire général*. V^o de l'Absence, n^o 525.

s'il n'établit pas que l'absent existait encore au moment de sa conception, et cette preuve n'est pas faite dès lors que l'enfant est né plus de trois cents jours après les dernières nouvelles. L'envoi en possession est, en pareil cas, prononcé au profit des collatéraux qui se trouvaient être, à cette époque, les héritiers les plus proches de l'absent (Civ., 3 déc. 1834. S. 35. 1. 230. — Caen, 21 août 1863. S. 64. 2. 15). Vainement, l'enfant se prévaudrait-il de son inscription sur les registres de l'état civil comme fils légitime de l'absent et de sa possession d'état conforme (Voyez en sens contraire, Toulouse, 14 juillet 1827. S. 28. 2. 202 et 29 décembre 1828. S. 29. 2. 157).

Qu'advient-il du patrimoine de l'absent ? Aucune mesure ne peut être ordonnée d'office ; le choix des mesures à prendre est abandonné à la prudence des juges. Le tribunal ne peut statuer que s'il y a urgence ; il pourra ordonner toutes les mesures conservatoires qui lui paraissent utiles. Il peut désigner un curateur ; il règle alors ses pouvoirs qui ne peuvent dépasser les actes d'administration (Talandier, *des absents*, p. 68 et 69. — Plasman, *Code des absents*, t. I, p. 36. — *Code annoté* de Sirey, art. 112, note 11).

Dans le cas où l'absent est intéressé dans des inventaires, comptes, partages et liquidations, le tribunal devra commettre un notaire pour représenter l'absent à la requête de la personne la plus diligente

et il fixera ses pouvoirs (art. 113, C. civ.). S'il ne dit rien, le notaire ne pourra effectuer que les actes couvrants de son ministère.

La succession de l'absent n'est pas ouverte. « L'absent, dit la Cour suprême, n'est réputé ni mort ni vivant » (Arrêt 9 mai 1882) (1). La présomption d'absence cesse par le retour du présumé absent, par ses nouvelles, la preuve de son existence ou de son décès, enfin par la déclaration d'absence.

Deuxième période

Le jugement qui déclare l'absence ouvre la deuxième période. La déclaration d'absence n'est pas autre chose que la constatation judiciaire de l'absence qui dépend d'un délai fixé par la loi pendant lequel on n'a reçu aucune nouvelle de l'absent. Notre législation prescrit une enquête confiée au juge dans le but d'obtenir, si possible, des nouvelles de l'absent (art. 116, C. civ.).

Une fois l'absence déclarée, les héritiers présomptifs pourront demander au tribunal l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent (art. 115; art. 143 C. civ.).

Le mariage subsiste toujours ; les conventions matrimoniales sont provisoirement dissoutes. Toute-

D. P. 83. 1. 251,

fois, dans le cas où les époux sont mariés sous le régime de communauté légale ou conventionnelle, l'époux présent peut opter ou pour la dissolution provisoire de la communauté ou pour sa continuation ; ces solutions résultent de l'article 124 du Code civil. La continuation de la communauté empêche l'envoi en possession des héritiers présomptifs ; mais la loi va plus loin, elle décide dans l'article 124 qu'il est fait aussi obstacle à l'envoi provisoire de tous les biens dont l'acquisition était subordonnée à la condition du décès de l'absent.

Le mari qui opte pour la continuation de la communauté conserve ses pouvoirs ; la femme qui opère la même option n'aura sur les biens communs que les pouvoirs conférés à l'envoyé provisoire (Aubry et Rau, *Code civil : de l'absence*, § 155).

Il y a lieu d'appliquer aux enfants mineurs les règles ordinaires des tutelles.

Qu'adviendra-t-il du patrimoine de l'absent ? Dans les cas fixés par le Code, les envoyés doivent donner caution, faire inventaire, effectuer l'emploi du prix du mobilier vendu, procéder à l'expertise des immeubles (art. 120, 126 C. civ.). Le Code qualifie assez improprement de dépositaires les envoyés en possession (art. 125 C. civ.), ils jouissent des pouvoirs conférés à ceux qui ont une large administration. Ils peuvent faire : 1° tous les actes conservatoires ; exemple : interrompre les prescriptions,

recouvrer les capitaux ; 2° louer les immeubles de l'absent sans les limitations des articles 1429 et 1430 (1) ; 3° aliéner les meubles corporels de l'absent (Bordeaux, 20 nov. 1845. S. 46.2.376 ; D. 46.4.1 ; transiger, acquiescer ou compromettre en matière mobilière dans les cas où ces actes rentrent dans l'administration ; 4° défendre à toutes les actions dirigées contre l'absent.

L'autorisation de la justice leur est nécessaire pour contracter des emprunts au nom de l'absent, faire donation de ses biens, aliéner ou hypothéquer ses immeubles (art. 1426 C. civ.) ; ils ne répondent que de leurs fautes ou de leurs abus. Il ne se produit aucune confusion entre le patrimoine de l'envoyé et les biens compris dans l'envoi en possession ; les envoyés sont de simples administrateurs. La succession de l'absent n'est pas ouverte. Proud'hon (2) et Delvincourt (3) ont soutenu le contraire ; dans le même sens, arrêt de la Cour de Nancy, du 31 janvier 1833 (4) ; leur doctrine a été réfutée par la Cour de cassation (arrêt du 7 mai 1889) (5) ; elle est abandonnée. Les envoyés ne peuvent demander le rapport ni la réduction (6) (Caen, 24 février 1872).

1. En ce sens : arrêt de la Cour de cassation, 7 février 1865. S. 65.1.57.

2. Proud'hon, *op. cit.*, p. 277 et s.

3. Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. I, p. 50.

4. Dalloz. Répertoire au mot absent, n° 669.

5. Dalloz, 1890.1.119.

6. Sirey, 1872.2.241.

La déclaration d'absence prend fin par la cessation de l'incertitude, l'action en restitution intentée au nom de parents préférables à ceux qui ont obtenu l'envoi en possession, l'envoi en possession définitif.

Troisième période

De l'envoi en possession définitif

Quand l'absence a continué après l'envoi provisoire pendant le temps fixé par la loi, les ayants droits pourront demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'envoi en possession définitif par le tribunal (art. 129 C. civ.); on n'est pas d'accord sur sa portée; il n'en résulte pas une présomption de décès d'une manière absolue, le mariage subsiste. Quant l'époux présent opte pour la continuation provisoire de la communauté, si cet envoi se produit, elle se trouve avoir été dissoute selon les règles ordinaires (Aubry et Rau, *op. cit.*, § 155).

De graves divergences existent entre les auteurs quand on se demande si cette période engendre une présomption de décès quant aux biens. Vis-à-vis des tiers, les envoyés sont propriétaires incommutables; ils peuvent aliéner comme bon leur semble les biens de l'absent et leurs actes lui seront opposables s'il

revient. Nous admettons cette présomption (En ce sens, Boivin : *De l'absence en droit comparé*).¹

Seuls, l'absent de retour ou ses héritiers les plus proches au jour du décès prouvé peuvent faire annuler la présomption de décès. Une fois l'envoi définitif prononcé, ces biens rentrent dans la circulation.

Les droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent sont régis par les articles 135 et suivants. Celui qui les réclame doit prouver l'existence de la personne lorsque le droit a pris naissance. Les successions qui s'ouvrent au cours de l'absence sont dévolues exclusivement à ceux avec lesquels l'absent aurait eu le droit de concourir ou à ceux qui les auraient recueillies à son défaut. Il est préférable qu'un notaire ne soit pas commis pour représenter l'héritier dont l'existence n'est pas reconnue. Toutefois, si un notaire est commis, les héritiers ont le droit de demander ultérieurement la dévolution à leur profit de la part du présumé absent (En ce sens : jugement du tribunal de Vannes du 10 juillet 1903 ; tribunal de Tours, 23 mars 1905). Lorsque le decujus n'a laissé qu'un héritier réservataire dont l'existence est incertaine, le legs universel qu'il a fait peut recevoir son exécution (Orléans, 23 mars 1905 (1). — Angers, 25 juillet 1906) (2).

1. *Revue du notariat et de l'enregistrement*, n° 12664.

2. *Revue du notariat et de l'enregistrement*, n° 13008.

Une pétition d'hérédité, formée par des collatéraux au cinquième degré, ne saurait être rejetée par le motif que le défunt avait un frère dont l'existence est incertaine, mais dont le décès n'est pas prouvé. (Cass., 8 mars 1904 ; D., 1904. 1. 246). L'article 136 du Code civil s'applique à ceux dont l'absence est déclarée comme aux présumés absents.

Ceux qui recueillent en vertu des articles 135 et suivants, obtiennent les biens en toute propriété.

L'article 137 réserve à l'absent de retour les actions en pétition d'hérédité et d'autres droits ; il les exercera contre les envoyés définitifs. Les rapports des absents qui reviennent avec les envoyés sont fixés par les solutions de la jurisprudence.

PARAGRAPHE 2

Textes régissant des situations analogues à la disparition
par suite de guerre

Il y a un très grand nombre de cas où la mort d'une personne étant certaine, il est impossible de retrouver son corps et de le présenter à l'officier de l'état civil. On peut, par exemple, se trouver en présence d'un cadavre informe ; ou bien un incendie a dévoré des bâtiments et tout s'est trouvé perdu corps et biens.

Comment la preuve du décès survenu dans ces

circonstances pourrait-elle être faite ? L'idée rationnelle serait d'admettre la constatation des décès par jugements. Il est de toute nécessité que l'état civil se trouble stable ; on ne peut recourir pour obtenir la fixité qu'à l'autorité judiciaire, garante de l'ordre.

1° L'article 46 du Code civil admet la preuve testimoniale des décès quand il n'a pas été tenu de registres ou qu'ils auront été détruits ; la jurisprudence y assimile le cas où il existe des registres mais inexacts ou incomplets, ou présentent des erreurs ou omissions (Cass., 22 août 1831 ; S. 31.361. — Demolombe, t. I, n° 322 et suivants. — Aubry et Rau, t. I, paragraphe 64, notes 9 et suivantes). Ce texte trouvera son application assez fréquemment pendant la guerre ; mais il ne prévoit pas le cas où le décès n'a pu être constaté, c'est-à-dire le cas de disparition (1).

2° Le décret du 3 janvier 1813, article 19, sur les mines est ainsi conçu :

Lorsqu'il y aura impossibilité de parvenir jusqu'aux lieux où se trouvent les corps des ouvriers qui auront péri dans les travaux, les directeurs seront tenus de faire constater cette circonstance par le maire ou autre officier public qui en dressera procès-verbal et le transmettra au procureur de la République, à la diligence duquel, sur l'autorisation du tribunal, cet acte sera annexé aux registres de l'état civil.

1. Avant le vote de la loi du 8 juin 1893, la jurisprudence a parfois appliqué l'article 46 du Code civil à des hypothèses de disparition à la suite d'un naufrage (Rouen, 11 octobre 1889. S. 90.2.10 ; D. 90.2.305). Mais de telles décisions ne sont guère

Ce procès-verbal aura la force probante des actes ordinaires de l'état civil ;

3° La loi du 8 juin 1893 qui modifia les articles 86 à 93 du Code civil. L'article 86 est relatif aux décès qui surviennent au cours d'un voyage maritime.

Les articles 87 à 92 se réfèrent, dans leur rédaction nouvelle, à des hypothèses qui n'avaient pas été prévues lors de la rédaction du Code. Ce sont les suivantes : 1° un ou plusieurs marins tombent à l'eau sans que leurs corps puissent être retrouvés ; 2° il y a présomption de perte d'un navire corps et biens. Avant cette loi, la jurisprudence admettait que le décès et l'absence d'actes pouvaient donner lieu à une constatation judiciaire si la preuve de la mort était suffisamment fournie, conformément à l'article 45 dont on étendait l'application (note 1, p. 22). La loi de 1893 fit cesser toute hésitation. Dans le premier cas qu'elle vise, l'officier de l'état civil à bord dresse un procès-verbal de disparition qu'il signe ainsi que les témoins ; une expédition est transcrite sur les registres de l'état civil.

Dans le second, s'il a été possible de dresser un procès-verbal de disparition, on se conforme à l'article 87 du Code civil. Au cas contraire, il sera rendu par le ministre de la Marine, et sans formes spéciales, une décision déclarant la présomption de

conformes à la loi. La disparition des militaires nous place en face du même problème qui fut réglé par cette jurisprudence.

perte du bâtiment ou la disparition de tout ou partie des passagers.

La loi du 8 juin 1893, supplée enfin à l'absence d'actes de décès pour les marins ou militaires morts aux colonies ou dans les pays de protectorat ou lors des expéditions d'outre-mer.

Les décès peuvent être déclarés constants par un jugement collectif rendu par le tribunal du port d'armement, lorsqu'il s'agira de personnes disparues dans le même accident. (C. civ., art. 90).

Les parties intéressées peuvent également poursuivre la déclaration de décès de la personne disparue par voie de rectification des registres de l'état civil, conformément aux articles 99 et suivants du Code civil et 855 du Code de procédure civile. La requête est communiquée au ministère de la Marine, à la diligence du ministère public.

Que décider dans les cas non prévus? Les tribunaux se reconnaissent le pouvoir de déclarer judiciairement le décès dans les cas où, par suite d'incendie, d'explosion, etc., les cadavres des personnes qui ont péri dans ces accidents ne peuvent être représentés aux officiers de l'état civil (1). Les jugements rendus n'ont qu'une autorité relative.

Quels sont les officiers d'état civil en temps de guerre? Sous l'empire du Code civil, les magistrats

1. Besançon, 30 juillet 1878; S., 78.2.300; P. 78.1161; D., 79.2.34.

municipaux étaient seuls qualifiés pour rédiger les actes de l'état civil.

En cas de révolte ou d'invasion du territoire, les autorités militaires pouvaient recevoir les actes d'état civil des soldats lorsqu'il était impossible de recourir aux officiers de l'état civil de droit commun (1). Depuis la loi de 1893, l'article 93 du Code civil est ainsi conçu :

Les actes de l'état civil peuvent être reçus : 1° dans les formations de guerre mobilisées par le trésorier ou l'officier qui en remplit les fonctions, quand l'organisation comporte cet emploi et, dans le cas contraire, par l'officier commandant ; 2° dans les quartiers généraux ou états-majors par les fonctionnaires de l'intendance, ou à son défaut, par les officiers désignés pour les suppléer ; 3° pour les personnes non militaires employées à la suite des armées par le prévôt ou l'officier qui en remplit les fonctions ; 4° dans les hôpitaux maritimes et coloniaux, sédentaires ou ambulants, par le médecin directeur ou son suppléant.

La loi de 1893 a consacré une interprétation plus large encore. En cas de mobilisation ou de siège, les officiers ont le droit de dresser des actes concurremment avec les maires, à la condition d'être indiqués dans l'article 93. L'officier trésorier est normalement compétent ; c'est à lui qu'on devra s'adresser s'il n'y a pas impossibilité ou difficulté sérieuse (2).

1. Instruction du ministre de la Guerre, 24 brumaire an XII.

2. En ce sens : Julliot, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1915-1916.

Avant la loi de 1893, trois témoins étaient nécessaires pour la rédaction des actes de l'état civil aux armées ; cette loi n'en exige plus que deux.

Y a-t-il des règles spéciales sur la tenue et la rédaction des actes de l'état civil aux armées ? Le règlement sur le service de santé permet de consigner dans les actes de décès toutes les circonstances glorieuses pour la mémoire du décédé « mort en service commandé, tué à l'ennemi ».

En raison de la guerre, l'article 95 du Code civil précise qu'il sera tenu « un registre de l'état civil ». Aux armées, les registres sont tenus en simple et il n'existe par officier de l'état civil, qu'un registre, le plus souvent imprimé, en tout cas, établi sur papier libre. (Loi du 13 brumaire an VIII, art. 16, 1^o).

L'instruction de 1894 dit : « Il ne sera envoyé au ministère qu'une expédition de l'acte et un extrait mensuel » ; l'officier de l'état civil aux armées ne peut délivrer d'expéditions aux intéressés. On supplée au double original ; l'article 94 prescrit que, transcription de cette expédition sera faite sur les registres de l'état civil de l'ancien domicile du défunt.

Les actes de l'état civil rédigés aux armées, ainsi que leurs extraits sont authentiques et font foi jusqu'à inscription de faux.

L'officier de l'état civil, à raison de la tenue des actes peut encourir une responsabilité civile et même pénale. L'État n'est jamais responsable (Décision du

tribunal des Conflits, 25 mars 1911, S. 1911.3.105).

Quand cela lui est possible, l'officier d'état civil doit s'assurer de la réalité du décès (Circulaire du garde des Sceaux du 28 avril 1836).

Lorsqu'un événement tel qu'un incendie, une explosion se produit aux armées, qu'il y a des victimes, mais qu'il est impossible de retrouver les corps, il appartient au ministre de la Guerre, saisi du procès-verbal dressé à cet effet, d'en poursuivre l'homologation devant les tribunaux.

PARAGRAPHE 3

De la disparition d'un militaire pendant la guerre de 1914

Le problème de la disparition emprunte tout son relief aux méthodes barbares avec lesquelles l'Allemagne a conçu et exécuté la guerre actuelle.

L'orgueil germanique, dès le début de la guerre, s'appliqua à faire disparaître les cités qui étaient la parure du peuple belge. Lors de la destruction systématique des villes, les populations furent massacrées ou dispersées. Dans le nord et l'est de la France, nos ennemis procédèrent avec la même cruauté.

Dans les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, cette année même à Pâques, les Allemands ont emmené en captivité les éléments les plus jeunes des populations, en laissant leurs parents sans nouvelles. Ce

crime, froidement perpétré, est le plus monstrueux de tous.

Les violations constantes du droit international commises par les Allemands, les moyens barbares qu'ils ont utilisés, les représailles que nous avons dû exercer ont causé la disparition d'un grand nombre de soldats.

Qu'entendons-nous par disparus dans notre thèse de doctorat ? La raison nous fait appeler disparus, ceux dont le décès est incertain, à raison du péril de mort connu d'une façon indirecte, vu l'accident particulier qui est connu et dont ils ont pu être victimes.

Considérons la situation créée par les faits à certaines familles de militaires disparus.

L'épouse d'un soldat, ayant des enfants mineurs, reçoit un procès-verbal de déclaration du décès de son mari. Le juge de paix apprécie, avec un pouvoir discrétionnaire, s'il y a lieu de réunir ou non un conseil de famille. Si, malgré la demande des grands-parents de l'enfant, il refuse de le convoquer pendant les hostilités, et si l'épouse dilapide le patrimoine, les mineurs seront lésés.

En 1870-1871, dans une famille composée du père, de la mère et de plusieurs enfants, le père disparaît à la guerre. Pour régler les comptes entre la mère et les enfants, la transaction suivante intervint : au lieu de provoquer la licitation des biens, le fils les

conserve, s'arrange avec ses sœurs et sert à sa mère une très forte rente. Depuis 1870, les terres qui composent le patrimoine du disparu ont perdu beaucoup de leur valeur. L'épouse s'est remariée et vit toujours en 1916. L'arrangement n'a pas été profitable aux enfants. En 1914, le fils s'engagea dans l'armée ; il est porté disparu ; mais son décès n'est pas constaté par acte, un simple procès-verbal se trouve dressé. Après la guerre, étant donné que ses enfants sont mineurs, si les ayants droit veulent partager, ils devront liciter les biens.

La femme d'un adjudant, pensionné de la Médaille militaire, reçoit l'avis du décès de son mari ; aucun acte régulier n'a été rédigé. A ce moment, il est dû un prorata d'arrérages du chef de la Médaille militaire ; le ministère de la Guerre l'avertit qu'elle ne pourra le toucher qu'en produisant un certificat de propriété. L'officier public compétent ne peut rédiger cette pièce que si l'acte de décès est copié en tête ; la femme devra attendre la fin de la guerre pour toucher (Ordonnance du 16 octobre 1822. — Circulaire du Directeur Général de la comptabilité publique des 30 mai 1901 et 7 août 1909).

La pratique nous révèle des situations douloureuses que le droit civil n'avait certainement pas prévues. Il nous faudra donc, après avoir exposé les résultats fournis par l'investigation juridique, cher-

cher à l'aide de la critique, quelles seraient les suggestions de la justice.

Y a-t-il des différences à établir entre les disparus selon que l'époque de leur disparition est plus ou moins lointaine ?

A plusieurs reprises, des députés ont appelé l'attention du gouvernement sur la question des disparus. M. Galli questionna, lui aussi ; M. le ministre des Affaires étrangères répondit le 10 février 1916 : « Aujourd'hui, dit-il, il y a malheureusement lieu de considérer comme morts presque tous les disparus dont aucune nouvelle n'a été reçue depuis longtemps, et dont les noms ne figurent pas sur les listes déjà parvenues au service des renseignements au ministère de la Guerre. »

Quelles sont les prescriptions régissant la constatation des décès et disparitions ?

1° *Décès dans les formations sanitaires.* — (Règlement sur le service de santé en campagne de 1910, article 42). L'officier d'administration gestionnaire est chargé de ce soin.

2° *Décès sur le champ de bataille.* — L'officier d'état civil du corps fut d'abord chargé exclusivement de dresser les actes des militaires (Instruction du 8 mars 1823), puis le règlement sur le service de santé en campagne du 31 octobre 1892 confia ce soin à l'officier d'administration gestionnaire de l'ambulance, procédant aux inhumations.

Le rapport de la commission, à propos de l'Instruction du ministre de la Guerre du 23 juillet 1894 porte : « l'officier de l'état civil sera le plus souvent dans l'impossibilité matérielle de vérifier, comme le lui prescrit l'article 57 du Code civil, la réalité du décès... L'officier d'administration, chargé de l'ensevelissement du corps, n'aura pour établir leur identité que des indices, comme la plaque d'identité, les marques des vêtements, etc., qui, si probants qu'ils soient, sont cependant insignifiants au regard de la loi. Il importe que le soin de constater le décès soit confié, non exclusivement à l'un, mais cumulativement à l'un et à l'autre. Les constatations faites par chacun d'eux se compléteront l'une par l'autre et, par leur rapprochement, fourniront aux tribunaux des éléments certains d'appréciation. »

Les conclusions de la commission furent adoptées ; l'Instruction de 1894 les consacra. Mais M. Gayet (1) demanda qu'elle soit précisée. « A chacun donc selon sa tâche, concluait-il ; l'officier de l'état civil du corps sur le champ de bataille, le gestionnaire à l'ambulance. » Cette mise au point est un fait accompli ; en 1912, l'Instruction de 1894 a été l'objet d'une nouvelle rédaction aux termes de laquelle l'officier d'administration ne dresse plus qu'un procès-verbal collectif.

1. Gayet, *Théorie des actes de l'état civil appliquée au service de santé en campagne*.

Les nécessités de la guerre actuelle, les actes de barbarie odieux accomplis par l'ennemi dans les régions françaises envahies ont nécessité le vote d'une loi étendant à certains cas, nés de la guerre, l'application de la loi du 8 juin 1893. La loi du 3 décembre 1915 relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre est ainsi conçue. Article unique :

Les articles 89, 90, 91 et 92 du Code civil sont applicables au cas de toutes les personnes décédées victimes d'opérations de guerre, postérieurement au 2 août 1914, quand il n'a pas été dressé d'acte régulier de décès.

Les ministres compétents pour déclarer la présomption de décès sont : le ministre de la Guerre pour les militaires et assimilés et le ministre de l'Intérieur pour les autres personnes.

Quel but cette loi a-t-elle voulu atteindre ? Le caractère de la guerre de tranchées ne permet pas, qu'en cas de décès aux armées, il soit dressé régulièrement un acte de décès. Souvent, il n'a pu être rédigé qu'un procès-verbal de décès (collectif ou individuel), un simple avis est alors envoyé aux familles. Il arrive également que les parents reçoivent un acte de disparition. Dans les deux cas, si la mort ne faisait pas de doute, les successions ne pouvaient s'ouvrir et les témoignages pouvant fixer le sort du disparu étaient susceptibles de ne plus se retrouver.

Il est à remarquer que la loi ne s'occupe que de

décès et laisse complètement de côté la question d'absence.

I. — *Personnes auxquelles la loi est applicable.*

La loi est très large ; elle peut être appliquée à toutes personnes décédées par suite de la guerre (article unique, al. 1).

On peut y recourir pour les civils comme pour les militaires et les marins. Il suffit que la mort résulte d'un fait de guerre et même, suivant M. Besnard, d'une maladie contractée à l'occasion de la guerre (1); il y a là des questions de fait à apprécier par les tribunaux.

Elle serait également à envisager pour les habitants des régions envahies et quoique d'une façon plus rare pour les prisonniers.

II. — *Application des articles 89 et suivants
du Code civil.*

Dans notre législation, en dehors des cas spéciaux visés par ces articles 89 et suivants, nous n'en trouvons qu'un où l'on peut établir un acte de décès, à défaut d'acte régulier : c'est quand il n'existe pas de

1. Besnard, *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, n° 15, janvier 1916.

registres ou qu'ils sont perdus ; et, dans ce cas, la preuve du décès peut être faite par registres et papiers domestiques et même par témoins. Ce n'est pas notre hypothèse, même avec une certaine extension donnée par la jurisprudence (v. *Revue du Notariat*, n° 15, janvier 1915, p. 4), puisqu'il existe des registres de l'état civil même aux armées, et tout au plus on ne pourrait y recourir que là où ils auraient été détruits.

Il fallait donc qu'une loi admit l'extension des articles 89 et suivants du Code civil.

III. — *Procédure.*

La procédure sera celle des articles 89 et suivants du Code civil.

Deux cas doivent être distingués.

a) Le ministre prend l'initiative de la constatation judiciaire du décès.

Lorsqu'un décès sera supposé, le ministre ouvrira l'enquête prévue par l'article 89 du Code civil et, si cette enquête confirme les suppositions, il déclarera la présomption du décès. En fait, le procès-verbal officieux de déclaration de décès, individuel ou collectif, et même parfois le simple procès-verbal de disparition seront la base de cette déclaration de présomption de décès ; l'enquête, surtout dans le premier cas, n'aura qu'un objet très limité.

S'il la provoque, la constatation du décès a lieu

d'office. Le tribunal rend une décision constatant judiciairement le décès s'il a la conviction absolue de la mort (Rapport à la Chambre des députés sur la loi du 8 juin 1393. D. 94, 4^e partie, p. 5).

Le jugement rentre dans la juridiction gracieuse, sans débat entre adversaires.

b) Au cas où le ministre refuse formellement de se pourvoir comme il vient d'être dit, les intéressés, c'est-à-dire les veuves, héritiers, légataires et ayants droit, même les créanciers pourront se pourvoir à l'effet d'obtenir la déclaration judiciaire du décès ; mais alors il faudra recourir à la procédure plus compliquée des articles 855 et suivants du Code de procédure civile.

La décision ainsi rendue est toujours de juridiction gracieuse (1).

c) De quelque façon que le jugement soit rendu, il devra être transcrit sur les registres de l'état civil avec mention du jugement et de la transcription, en marge de ces registres à la date du décès.

IV. — *Force probante.*

Les constatations judiciaires des décès, déclarées en vertu de la loi du 3 décembre 1915, tiendront lieu d'actes de l'état civil ; les tiers, comme le prétendu

1. Cass. 24 déc. 1902. D. 1902.1.361.

décédé lui-même, s'il venait à reparaitre ne pouvant faire rétracter le jugement qu'au moyen de la procédure de rectification judiciaire.

Nous connaissons maintenant ce qui est ; ce qui reste à faire, c'est de chercher à réaliser au mieux dans notre matière le but suprême du droit (1).

Des Œuvres qui recherchent les disparus

De l'organisme créé par l'État

Quand un militaire cesse de donner de ses nouvelles, sa famille doit d'abord s'adresser au dépôt de son régiment.

En 1914, le Bureau des renseignements du ministère de la Guerre a été créé ; il renseigne les familles, d'après les listes officielles qui lui parviennent, des prisonniers français se trouvant en Allemagne. Ce Bureau possède un million de fiches dressées par ordre alphabétique ; il ne répond qu'aux demandes formulées par les ascendants, femmes de mobilisés, parents en première ligne collatérale. Les perturbations causées par la guerre ont rendu la recherche des disparus plus longue et plus difficile. Des famil-

1. De même que, dans la vie animale, les lois qui dirigent les espèces, les dirigent toujours vers une meilleure adaptation au milieu social ; de même, dans le monde juridique, les règles coercitives doivent s'adapter aux contingences sociales.

les, de plus en plus nombreuses, sont restées sans nouvelles des leurs ; des initiatives se sont alors employées à suppléer à l'action insuffisante de l'État.

PARAGRAPHE I

Des efforts de la Croix-Rouge française

I. — *Agence des prisonniers de guerre*

Au lendemain de la Conférence internationale de Washington, la Croix-Rouge française institua une Commission supérieure des prisonniers de guerre dans laquelle les trois sociétés de la Croix-Rouge étaient représentées ; elle a nommé un Comité exécutif qui dirige l'Agence des prisonniers de guerre dont la Section des renseignements s'occupe de la recherche des disparus.

Seule, en France, avec le Bureau des renseignements au ministère de la Guerre, l'Agence a communication des listes officielles de prisonniers et qualité pour en extraire les renseignements destinés au public. Ces listes sont dressées dans chaque pays belligérant, un exemplaire parvient à la Croix-Rouge par le canal du Comité de Genève.

Recherche des militaires

L'Agence travaille en collaboration étroite avec

le Bureau des renseignements au ministère de la Guerre ; voici comment elle fonctionne.

Pour obtenir des renseignements, il est nécessaire d'adresser à l'Agence des prisonniers les réponses au questionnaire suivant : « Nom, prénoms, grade, régiment, compagnie du disparu, adresse du demandeur. »

L'Agence accuse réception et établit une « fiche demande » sur carton blanc ; elle classe ensuite cette fiche alphabétiquement dans les répertoires.

L'envoi des listes officielles de prisonniers n'est pas réglé à date fixe ; elles mettent une douzaine de jours pour accomplir le trajet Berlin-Paris-via Genève. Dès l'arrivée de ces listes une fiche est dressée, pour chaque nom qui s'y trouve porté, comportant le lieu et le camp d'internement. C'est la fiche réponse ; elle est classée dans le même fichier après qu'on en a rapproché toutes les demandes qui se trouvent dans la même case alphabétique ; ce rapprochement donne le renseignement demandé.

C'est la similitude de noms qui est une des principales causes des difficultés que rencontre l'Agence ; elle a obtenu le droit de correspondre directement avec les commandants des camps de prisonniers qui répondent presque toujours.

Recherche des civils

L'Agence reçoit régulièrement, des autorités alle-

mandes, les listes des civils internés en Allemagne et les complète par les divers modes d'information dont elle bénéficie, notamment à l'aide des indications particulières fournies par des hommes de confiance, aumôniers ou distributeurs dans les différents camps.

Grâce aux listes qu'elle reçoit, l'Agence a des nouvelles récentes qu'elle est à même de communiquer aux intéressés.

II. — *Le Bureau des disparus de l'Union des femmes de France*

Il ne s'occupe que des soldats ; ses collaborateurs sont pour la plupart des bénévoles.

Chaque demande est mise sur fiche, un double est envoyé à Lyon, un autre à Genève ; deux exemplaires en sont dressés, l'un classé alphabétiquement, l'autre par régiment. Lorsque la disparition est récente, le Bureau fait une fiche d'enquête spéciale qui est confrontée avec les fiches sanitaires (extraits des états qui sont envoyés par les formations sanitaires) ; le Bureau écrit ainsi pour chaque disparu aux camarades de la même compagnie, entrés à l'hôpital à une date postérieure à la disparition. *

La demande est, d'autre part, confrontée avec les fiches de prisonniers.

Le Bureau dresse des listes de disparus classées par régions et les communique aux rapatriés qu'il sait avoir été soignés en régions envahies et qui sont susceptibles d'avoir connu les disparus. Il fait son possible pour recueillir sur chaque cas un ensemble de témoignages qui fassent foi, il rend de grands services ; nous devons signaler ici son œuvre bien-faisante.

PARAGRAPHE 2

De l'Agence internationale des prisonniers de Guerre à Genève

Fondé à Genève, en octobre 1863, le Comité international, issu d'une commission de la Société genevoise d'utilité publique est à la fois le gardien des principes fondamentaux de cette œuvre et l'organe central servant d'intermédiaire entre les sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Chargé en 1912, par la Conférence internationale de ces sociétés de servir de lien entre les commissions de prisonniers que celles-ci s'engageaient à constituer, il a trouvé, dès le début des hostilités, son devoir tout tracé.

Dès le 21 août 1914, il ouvrait très modestement et dans les locaux exigus de sa bibliothèque. Athénée, 3, l'Agence internationale de secours et de renseigne-

ments en faveur des prisonniers. Au bout de quelques jours, elle déborda ; le service de correspondance s'établit dans les bureaux de M. Ador, Athéné, 8, puis au Palais-Eynard. Enfin, tous les services se réunirent le 12 octobre 1914, au musée Rath ; l'Agence a toujours pu compter sur des collaborations volontaires.

Recherche des soldats

Au début, l'Agence fut un simple organe de transmission utilisant le système des fiches demandes et réponses ; la fiche de demande de renseignements étant rapprochée de la fiche verte établie au nom de chaque prisonnier. Au cours des années 1915-1916, l'Agence comprit que, si ce procédé ordinaire restait la méthode normale pour les cas simples, il fallait trouver un autre mode de recherches pour les cas où il importait de tirer, le plus vite possible, les familles de l'angoisse et du doute. Le système des enquêtes spéciales se développa d'une façon extraordinaire et devint le pivot de toute l'Agence qui prit alors le rôle d'informateur actif.

A. — Demandeurs

La multiplicité des correspondants, les mauvaises écritures, les orthographes fantaisistes, la mutilation

des noms propres occasionnent bien des difficultés.

Les réfugiés sont, de tous les clients, ceux auxquels l'Agence est le plus utile. Elle leur donne, comme aux autres, des nouvelles exactes et relativement récentes de leurs soldats en Allemagne ; et c'est elle, très fréquemment, qui rétablit le contact entre elle et le disparu.

Les familles s'adressent à l'Agence pour retrouver les leurs. Fréquentes sont les demandes émanant des filles-mères. Les mairies de guerre s'adressent à l'Agence pour retrouver la trace de leur filleul ; puis, ce sont les autorités locales, civiles ou religieuses.

B. — *Sources de renseignements*

Ce sont les commandants des camps, directeurs et médecins d'hôpitaux, les ministères, etc. L'Agence recherche les soldats russes disparus. Lors de l'envahissement de la Serbie et de l'investissement de Salonique, l'agence a constitué trois fichiers : un pour les Serbes disparus, un pour les Bulgares faits prisonniers, un pour les prisonniers austro-hongrois. Quant aux prisonniers français et anglais, les demandes ont été traitées comme celles relatives au front occidental.

Agences auxiliaires

Dès le début des hostilités, le Comité a confié à

l'Agence des prisonniers de la Croix-Rouge danoise à Copenhague, le soin de s'occuper des prisonniers allemands faits en Russie et russes en Allemagne, et de faire pour ce front oriental de la guerre et ses catégories de prisonniers ce que l'Agence internationale fait à Genève pour les Français, les Anglais et les Belges sur quelque champ qu'ils aient été capturés.

A Zurich, un Bureau de recherche pour les disparus s'occupe des cas difficiles où des relations personnelles peuvent amener la découverte de quelque indication. A Bâle, une commission s'applique à faciliter les relations des otages avec leurs familles.

Section civile

Un service spécial a été organisé par cette Agence pour la recherche des disparus civils appartenant aux régions françaises envahies.

Dans le nord de la France, la malheureuse population est réduite à une condition qui ne peut être assimilée qu'à l'esclavage. Il n'y a guère de progrès depuis la République romaine.

Seulement, des hommes généreux, auxquels on ne saurait rendre un trop éclatant hommage, cherchent à donner des renseignements sur les disparus, quand il leur en est demandé.

La liste officielle, base des sections militaires,

n'intervient ici qu'accidentellement, limitée comme source de renseignements. En effet, tandis que le militaire a toutes chances de figurer tôt ou tard sur une liste de prisonniers, de blessés ou de décédés, le civil qui est recherché par les siens peut être sur une liste d'internés civils, mais peut être aussi fugitif devant l'ennemi, dans sa propre patrie, ou bien être retenu en territoire envahi par l'ennemi et empêché de donner de ses nouvelles. Les demandes faites à la section civile de l'Agence nécessitent de nombreuses recherches.

C'est le service des enquêtes officielles qui s'occupe des démarches et enquêtes auprès des autorités diverses, préfectures, mairies, commandants de camp, etc, et auprès des Croix-Rouges nationales et du Croissant-Rouge, pour tout ce qui concerne les internés civils, notamment la recherche des disparus. L'agence est préférée, par beaucoup de particuliers et d'administrations, à la voie diplomatique, plus lente, et peut-être aussi moins empressée à rendre service.

Au Danemark, aux Pays-Bas, en Italie et en Russie, la Croix-Rouge de ces pays a créé une agence de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Nous ne résistons pas au plaisir de citer la conclusion du rapport de M. le Dr Gautier, attaché aux enquêtes françaises.

« Après avoir dépouillé des centaines de lettres de

familles françaises, anglaises ou belges, j'arrive à la conviction que la mentalité des masses profondes, qui passent par les angoisses du doute et du désespoir, est d'une qualité morale beaucoup plus élevée que l'on ne pourrait croire. Il va sans dire qu'il y a des exceptions et que, sans parler des lettres impo-
lies qui ne comptent pas, nous avons parfois des révélations bizarres, pour ne pas dire plus, sur la vie intime de certaines familles. Il n'en reste pas moins que, dans les lettres frustres de femmes igno-
rantes, de paysans et d'ouvriers, qu'elles viennent des côtes de Flandre ou de celles d'Écosse, des montagnes de Bavière ou de celles d'Auvergne, on trouve sou-
vent des expressions de reconnaissance, de sérénité, de confiance, qui humectent la paupière, même quand il s'agit de la paupière racornie d'un vieux praticien. »

PARAGRAPHE 3

1° « Les Nouvelles du soldat ont des caractères propres qui leur assignent une place à part : consti-
tution d'un réseau de correspondants neutres qui permettent de poursuivre, dans toute l'Allemagne, même en Belgique et dans les départements envahis, des enquêtes sur des disparus ; tenue d'un double fichier : l'un général par ordre alphabétique et l'autre par régiments, correspondances suivies avec les familles allemandes, recherche des militaires alle-

mands disparus, facilités accordées à l'échange de nouvelles entre prisonniers et militaires aux armées ;

2° L'Agence interdépartementale des prisonniers de guerre a été créée à Annecy. Elle s'adresse à divers comités et Croix-Rouges et oriente l'enquête d'après les résultats obtenus ;

3° L'Association française pour la recherche des disparus a été fondée à Lyon au mois de janvier 1915, elle possède un fichier très important de prisonniers de guerre et les noms de tous les rapatriés civils et militaires. Elle a centralisé les disparus de plusieurs œuvres similaires, en vue de les transmettre à ses divers correspondants. Au 1^{er} mars 1916, 73.800 demandes de recherches avaient été transmises ; les résultats acquis portaient sur 3.909 disparus militaires.

Les services rendus aux civils victimes de la guerre n'ont pas été moins importants. L'Association a publié dans son journal les noms de 40.000 rapatriés. Nombre de soldats ou de familles ont pu y trouver l'adresse des leurs ou l'obtenir du Bureau des recherches de l'Hôtel de ville de Lyon avec lequel une heureuse entente avait été établie.

4° Le Syndicat d'initiative du Forez (Agence des prisonniers de guerre de Saint-Étienne) ;

5° L'Office départementale de la Seine ;

6° Le Groupement des disparus des Vosges fondé à Lyon.

Ces œuvres de recherches des disparus, dont nous venons de citer les principales, sont hautement réconfortantes.

DEUXIÈME PARTIE

De quelle manière la disparition se trouve-t-elle constatée ?

Nous allons diviser cette étude en deux sections.

I. — De l'acte de disparition.

II. — Des divers procès-verbeaux et avis relatifs
à la constatation des décès.

PREMIÈRE SECTION

Nous allons chercher comment l'absence d'un militaire, faisant partie d'une force armée, se trouve constatée. Dans ce cas, l'autorité dont il dépend dresse à titre officieux un acte de disparition qui n'est pas prévu par la loi, mais par les instructions ministérielles. C'est l'instruction du ministre de la Guerre du 23 juillet 1894 qui l'a créé ; elle est ainsi conçue :

... Dans les cas enfin, où aucun témoin ne se présenterait pour affirmer le décès, l'officier de l'état civil militaire établira un acte de disparition relatant les circonstances de la dispari-

tion, les témoignages recueillis à cet égard et, s'il y a lieu, les présomptions de décès qui en résultent.

Au début de cette guerre, les actes de disparition étaient rédigés avec une trop grande facilité, sur le vu de documents même non probants.

Par la circulaire du 8 novembre 1914, M. le ministre de la Guerre réagit.

Les Bureaux de comptabilité devront désormais se conformer exclusivement pendant la guerre aux dispositions ci-après :

I. — Indications provenant du Ministère (Bureau des archives). Avis de disparition.

II. — Indications provenant des corps en campagne, des formations sanitaires, ou des officiers de l'état civil, *sous la réserve que les documents parvenus offriront un caractère absolu d'authenticité* et pour cela seront revêtus des signatures prévues par les lois et règlements.

Pour les disparitions, notifier au Bureau des archives toutes les mentions de disparitions qui leur parviennent directement du front. Ne faire de communication aux familles qu'après la réception de l'avis ministériel de disparition, au Bureau des archives, sur le vu de l'acte, constatant la réalité de cette disparition.

Cependant, les dépôts peuvent, en réponse aux demandes qui leur parviennent, indiquer qu'un militaire est signalé comme supposé disparu, le..., n'ayant plus répondu aux appels depuis cette date.

La circulaire du 8 mai 1915 règle le point suivant : les situations administratives offrent-elles un caractère absolu d'authenticité ?

Les chefs de bureaux de comptabilité seront ainsi amenés à établir les distinctions suivantes :

Le militaire n'avait été préalablement signalé que comme disparu. La contradiction ainsi constatée entre l'avis ministériel de disparition et l'inscription de décès sur la situation administrative fera l'objet d'une note spéciale à adresser au corps en campagne, qui devra contrôler les indications fournies antérieurement par lui-même.

Si la situation administrative n'annonce que la disparition d'un militaire pour lequel n'était parvenu aucun avis antérieur, soit de décès, soit de disparition, le chef de bureau de comptabilité devra prendre l'initiative d'une enquête auprès de corps en campagne à l'effet d'obtenir l'établissement d'un acte de disparition, dans les conditions prévues par le paragraphe précédent.

Voici la formule de cette acte (Instruction de 1894) :

ACTE DE DISPARITION

Nous, soussignés... (qualité du signataire de l'acte) certifions que le nommé (nom et prénoms), fils de... (noms et prénoms du père et de la mère,) né le (date et lieu de la naissance), à..., département de... (grade..., inscrit sous le n° matricule..., a disparu le..., date et lieu de disparition), et, que depuis cette époque, toutes les recherches auxquelles il a été procédé pour découvrir son sort sont demeurées infructueuses.

(Circonstances de la disparition : donner tous les détails possibles, mentionner s'il y a présomption de décès ou si le militaire est présumé prisonnier.

Fait à..., le

Vu par nous,

Sous-Intendant militaire ou médecin-chef.

Il importe de bien préciser la différence entre les actes de disparition et les procès-verbaux de déclaration de décès. *Il est dressé un acte de disparition lorsqu'il ne se présente aucun témoin et que la vérification du décès est impossible, ce dernier étant d'ailleurs incertain.*

Il est rédigé un procès-verbal de déclaration de décès lorsqu'on se trouve en présence d'un ou de deux témoins n'apportant pas des déclarations concordantes (1). A la différence de ces procès-verbaux, les actes de disparition ne sont pas transcrits sur les registres de l'état civil ; c'est une conséquence de leur moindre valeur juridique. Ils sont adressés au ministre en originaux, au moyen d'un avis sur papier vert. Le dépôt du corps avise le maire par une lettre de la disparition ; celui-ci avise la famille.

Notons une proposition qui a été faite lors de la rédaction de l'instruction du 23 juillet 1894 et qui avait recueilli quelques adhésions : Pourquoi l'officier de l'état civil militaire qui a dressé un acte de disparition ne serait-il pas autorisé à transformer cette pièce en un acte de décès régulier lorsque les renseignements parvenus de l'arrière font connaître que le corps du défunt a été retrouvé ? Cette proposition fut repoussée par la majorité des membres de la commission. L'acte dressé dans de telles con-

1. En ce sens : Julliot, *op. cit.*

ditions n'aurait en effet que les apparences d'un acte de décès ; ce serait en réalité la conclusion d'une enquête, basée sur un ensemble de présomptions. L'officier qui l'établirait sortirait du rôle de simple greffier que la loi lui attribue pour empiéter sur le domaine des tribunaux. Que si l'acte au lieu d'être rédigé dans la forme ordinaire expose purement et simplement la réalité, à savoir que les témoignages des sieurs N. et N. non probants par eux-mêmes, ont été corroborés par tels et tels renseignements venus d'autre part, on peut être certain que sous cette forme, l'acte n'échappera pas davantage à l'appréciation des tribunaux.

L'acte de disparition, dressé à titre conservatoire, n'implique pas le décès ; il peut y avoir eu fuite, désertion, captivité ou blessure. Il n'est pas authentique, mais constitue un commencement de preuve à l'usage des tribunaux dans le cas où personne ne pourrait, par la suite, attester le décès. Il ne peut servir de base à aucun acte du ministère des notaires en dehors de ceux qui ont un caractère purement conservatoire.

Lorsque nous parlerons des successions, nous verrons l'importance capitale de ces actes de disparition et des procès-verbaux que nous étudierons plus loin ; ils portent la date si importante des dernières nouvelles. Le problème des successions des disparus préoccupe vivement le monde des affaires ; les notaires sont embarrassés pour procéder à leur

règlement de crainte d'être rendus responsables ; les intéressés ne voient que des ennuis s'ajouter à leur douleur morale. Nombre de biens se trouvent sortis de la circulation, par suite de la disparition, alors qu'il y aura tant besoin de réparer les ruines accumulées par les hordes allemandes.

DEUXIÈME SECTION

Des divers procès-verbaux et avis relatifs à la constatation des décès

Les actes de décès proprement dits, concernant les militaires, sont dressés par l'officier de l'état civil compétent sur la déclaration de deux témoins. A leur égard, l'instruction du 23 juillet 1894 est ainsi formulée :

A la suite de chaque action, l'officier de l'état civil devra être informé par les chefs de corps, de détachement et de service, des noms des militaires manquants, il fera appeler ensuite, en ayant recours s'il y a lieu à l'autorité supérieure, les deux témoins voulus par la loi qui attesteront les causes de l'absence. L'officier de l'état civil n'établira l'acte que si les déclarations des témoins sont concordantes, nettement affirmatives, formulées sans restrictions ni réserve. Il mentionnera, s'il y a lieu, l'impossibilité où il s'est trouvé de vérifier le décès, comme le lui prescrit l'article 77 du Code civil.

La rédaction *in fine* de cette instruction n'est pas des plus heureuses. Ce qu'il importe de retenir, c'est

que les actes de décès sont rédigés lorsque l'officier de l'état civil aux armées se trouve en présence de deux témoins dont les déclarations concordent, qu'il a vérifié lui-même le décès toutes les fois que cela lui est possible, et qu'en cas d'impossibilité il en a fait mention.

Le tribunal de Rouen a eu l'occasion d'affirmer ces principes. Voici les faits : le soldat X... est décédé aux armées et l'officier compétent a dressé l'acte de décès sur la déclaration de deux témoins, mais en mentionnant qu'il n'avait pas pu par lui-même constater le décès.

Sur le vu de cet acte, le juge de paix s'étant refusé à délivrer un certificat de propriété demandé par les héritiers, ceux-ci portèrent l'affaire devant le tribunal de Rouen. Le 26 février 1916, (1) le tribunal a décidé que l'acte de décès de X... fait preuve du décès de ce dernier et que, sur le vu de cet acte, le juge de paix du canton de V... devra délivrer le certificat demandé par les consorts X.

Attendu que si l'article 77 du Code civil prescrit que l'officier de l'état civil constate personnellement la réalité du décès avant de délivrer l'autorisation d'inhumer, l'article 78 n'exige pas cette constatation pour la validité de l'acte de décès qui doit être dressé sur la déclaration de deux témoins, qu'il en est de même pour les actes de décès dressés aux armées.

1. Jugement de Rouen, 26 février 1916. — *Répertoire de Notariat*, Defrenois, n° de juillet 1916.

Que l'officier compétent ayant dressé l'acte de décès du sieur X, régulièrement, sur la déclaration de deux officiers de son régiment, il n'y a pas lieu de procéder à des mesures d'instruction pour compléter ou corroborer un acte valable par lui-même (1).

Le tribunal de Rouen a fait une saine application du droit.

Nous sommes amené à présenter quelques explications sur l'identification des décédés sur le champ de bataille et sur les moyens d'investigation accordés à l'officier de l'état civil aux armées. En prenant pour hypothèse qu'un soldat a été blessé et disparaît plus tard, ces moyens sont les suivants :

1° *Le dire du blessé.* — On ne peut entièrement s'y fier, certains individus ayant intérêt à cacher leur identité.

2° *Le livret individuel.* — Dans cette guerre, au moment des assauts, souvent les livrets se trouvent dans les sacs ; le caractère de la guerre de tranchées exige que les hommes bondissent en avant sans leurs sacs. Souvent donc, les livrets ne seront pas là pour permettre d'identifier le corps.

3° *La plaque d'identité.* — C'est à cause de cet inconvénient qu'il a été créé des plaques d'identité que tout combattant doit porter ostensiblement ; mais leurs indications dans certains cas peuvent être trompeuses. Si plusieurs cadavres se trouvent côte

1. Cette solution est aussi celle de M. le ministre de la Guerre. Lettre adressée à M. Dessoie, député (*J. Officiel*. 15 février 1916).

à côte et dans un état de décomposition avancée, on peut ne plus savoir à quel corps appartenait telle plaque d'identité.

4° *Papiers personnels ou de famille.* — Ils sont importants ; mais il ne faut s'y attacher pour la rédaction de l'acte qu'avec circonspection. Supposons qu'un soldat, blessé à mort, confie ses papiers à son camarade et que ce dernier vienne à être blessé puis à disparaître plus tard. Les papiers appartenant aux deux soldats se trouvent alors confondus. Il est arrivé que, dans une poche, on a retrouvé des papiers au nom de deux ou trois soldats, un testament et des sommes d'argent assez importantes ; des difficultés assez graves peuvent alors se produire entre les héritiers de ces soldats.

5° *Armes et vêtements militaires*

Là encore, il faut être très prudent. On recommande de s'assurer de la concordance du numéro matricule sur les diverses pièces d'habillement. L'officier, aux armées, pour rédiger les actes, ne peut pas se borner à entendre deux témoins ; il est appelé à se livrer à un minutieux examen.

La responsabilité des officiers de l'état civil étant engagée, ils dressent très peu d'actes de décès ; ils rédigent surtout des procès-verbaux de déclaration de décès.

PARAGRAPHE 2

Ce sont ces procès-verbaux qu'il nous faut étudier. Ils n'ont rien de commun avec ceux qui sont prévus par la loi du 3 décembre 1915 qui n'a pas prévu le cas d'incertitude sur le sort d'un militaire. *Ils sont rédigés lorsqu'on se trouve en présence d'un témoin ou de deux témoins incapables ou n'offrant pas des déclarations concordantes.*

L'Instruction du 23 juillet 1894 s'exprime ainsi :

Si l'acte de décès ne peut être établi, soit qu'il n'ait pas été possible de réunir le nombre de témoins voulus par la loi, soit que les témoins ou l'un d'eux n'aient pas la capacité légale, l'officier de l'état civil dressera un procès-verbal relatant la ou les déclarations qu'il aura reçues, modèle n° 9. Ce procès-verbal sera inscrit sur les registres de l'état civil et une expédition en sera adressée au ministre dans les conditions indiquées par l'article 94 du Code civil pour les actes proprements dits.

Voilà la formule de ces procès-verbaux, telle qu'elle résulte souvent de la pratique :

Devant nous..., faisant fonctions d'officier de l'état civil aux armées, a comparu, le soldat N..., qui nous a déclaré que le soldat X... avait été tué sous ses yeux.

Nous, officier, n'ayant pu constater personnellement le décès, avons dressé ce procès-verbal à toutes fins utiles.

Ces procès-verbaux ne sont pas authentiques. Le

Corps avise le ministre qui envoie au maire un avis de décès ; ce dernier prévient les familles ; une copie certifiée conforme de cet avis de décès peut être délivrée aux familles par la mairie.

Le ministre de la Guerre peut joindre un certificat de décès ainsi conçu :

Le chef du Service intérieur certifie qu'il résulte d'un document parvenu aux archives de la guerre, que M..., soldat au..., régiment d'infanterie, né en..., numéro matricule..., a été tué à l'ennemi, le..., au lieu dit du...

En foi de quoi, le présent certificat a été délivré.

Ces certificats et avis de décès ne sont pas authentiques ; ils ne sont pas transcrits sur les registres de l'état civil ; ce sont de simples extraits du procès-verbal de déclaration de décès. Les compagnies d'assurance refusent de payer le montant des indemnités sur le seul vu de ces pièces.

PARAGRAPHE 3

Les procès-verbaux de constatation de décès sont dressés par les officiers d'administration préalablement aux inhumations. Ils sont collectifs. L'Instruction de 1894 les définit ainsi :

L'inhumation des militaires morts sur le champ de bataille a lieu dans les conditions prescrites par les règlements militaires et par les ordres spéciaux du commandement s'il y a lieu.

L'officier d'administration de la formation sanitaire qui

est chargé d'y procéder, dressera, en présence de deux témoins, un procès-verbal relatant, pour chaque cadavre, le numéro matricule, les noms et prénoms et autres renseignements inscrits sur la plaque d'identité du défunt.

Ce procès-verbal sera transcrit sur le registre de l'état civil et une expédition en sera adressée au ministre ainsi qu'il est prescrit pour les actes ordinaires.

Il y a eu doute sur la question de savoir si, avant de procéder aux inhumations, cet officier devait dresser de véritables actes de décès ou des procès-verbaux collectifs. Le règlement de 1892 parlait d'actes de décès et l'instruction de 1894 n'exigeait qu'un procès-verbal collectif. Lors de sa rédaction, un membre avait douté de la régularité des procès-verbaux ainsi dressés et de la possibilité de leur transcription sur les registres de l'état civil. Il lui fut répondu que cette procédure est suivie à l'intérieur toutes les fois qu'un cadavre est découvert, dont l'identité ne peut pas être attestée par des témoins.

Le règlement provisoire sur le service de santé en campagne de 1909 s'exprime en ces termes :

L'officier d'administration gestionnaire dresse, en présence de deux témoins, un procès-verbal qu'il transcrit sur le registre, modèle n° 9, de l'état civil, notice 12. Une expédition de ce procès-verbal, modèle n° 9 *bis*, distincte par individu, est adressée immédiatement au ministre (bureau des Archives), ainsi qu'il a été prescrit pour les actes de décès. Le nouveau règlement de 1910, article 43, confirme ce point de vue en renvoyant purement et simplement à l'instruction de 1894. Cette instruction a été éditée à nouveau en 1912.

Ces procès-verbaux constituent un progrès appréciable ; ils mettent fin à une situation inextricable, l'établissement d'actes individuels en présence de témoins susceptibles d'attester l'identité eût été matériellement impossible.

Voilà la formule de ce procès-verbal, modèle n° 9 :

L'an mil neuf cent..., le..., nous..., nom..., prénom..., officier d'administration gestionnaire de l'ambulance de..., remplissant en cette qualité les fonctions d'officier de l'état civil.

Avons, sur le champ de bataille de ..., et en présence de... et de..., constaté le décès des militaires ci-après désignés d'après les indications portées sur la plaque d'identité et sur les effets dont ils étaient détenteurs.

Noms et prénoms... Désignation du corps... Genre de mort... De tout quoi, etc.

Ces actes ne constituent qu'un commencement de preuve à l'usage des tribunaux ; ils laissent subsister le régime de l'absence. Le procès-verbal collectif n'a aucune force authentique ; ses extraits sont des copies partielles ne nécessitant pas de témoins pour leur établissement ; les tribunaux peuvent toujours exiger la représentation des originaux des procès-verbaux de constatation de décès qui sont portés à la connaissance des intéressés de la même façon qu'au paragraphe II.

PARAGRAPHE 4

L'instruction de 1894 s'exprime ainsi :

A la fin de la campagne, les militaires rentrant de captivité devront être invités, soit par les fonctionnaires de l'intendance, soit par les conseils d'administration, suivant leur position, à faire les déclarations des disparitions dont ils auraient été les témoins.

Les disparitions et présomptions de décès donnent lieu à des actes de disparition. Un registre spécial sera ouvert pour recevoir ces procès-verbaux et ces actes qui seront dressés, savoir : pour les officiers et les hommes de troupe, par le trésorier du corps ; pour les officiers sans troupe et les assimilés, les employés militaires, par le sous-intendant. Des copies conformes, dûment certifiées et légalisées, seront adressées au ministre au fur et à mesure de l'établissement des actes pour être déposées aux Archives de la guerre.

TROISIÈME PARTIE

Des problèmes soulevés par la disparition pendant la durée des hostilités.

Avant d'examiner l'objet propre de cette étude, il nous faut apporter plusieurs précisions indispensables :

1^o Il s'agit ici d'une interprétation de loi positive.

2^o A la base de cette interprétation, il nous faudra nous appuyer sur une philosophie entendue comme un ensemble d'idées et d'opinions, relativement stables, à la mesure desquelles on en exprime et en ordonne le contenu. Nous prendrons donc comme base la philosophie du sens commun progressif qui, prise à un moment donné, peut avoir à décider son attitude en face de mouvements d'idées récemment dessinés, qui n'ont pas encore définitivement affronté le tribunal de l'opinion, bien loin d'avoir subi l'épreuve d'un jugement général des penseurs.

3^o Cette philosophie nous enseigne que la science et la croyance régissent le droit et elle nous révèle

l'importance de la technique juridique qui vise à adopter les moyens au but.

Aidé de ces lumières, cherchons à résoudre le problème des disparus.

Rappelons tout d'abord les réalités qui suscitent et déterminent notre étude. Un très grand nombre de soldats ont disparu au cours de la guerre ; on est incertain de leur existence, si l'on veut examiner ce problème, on remarquera que de nombreux intérêts se trouvent en présence. Envisageons simplement les intérêts pécuniaires. Le disparu, s'il est vivant, désire que ses biens soient administrés en son nom ; sa famille demande à pouvoir librement en disposer ; ses créanciers réclament le droit de pouvoir saisir les biens ; l'État désire lui aussi que les biens du disparu lui soient attribués.

Il nous faudra choisir à l'aide d'une comparaison entre ces divers intérêts et exprimer dans chaque cas notre décision en un jugement.

Puis, comme cela ne suffit pas à dégager la règle de droit, encore faudra-t-il accepter certains postulats suggérés par la croyance appuyée à une intuition constante de la réalité. C'est ainsi que nous pensons qu'on ne peut résoudre notre problème qu'en reconnaissant la nécessité d'une présomption légale de décès devant être constatée par un jugement ; sous des conditions à préciser. Disons tout de suite que nous n'acceptons cette idée qu'à la base de

toutes les réformes, que nous proposons, du droit actuel.

Ceci dit, abordons l'étude de la disparition. Ce sont les règles de l'absence qui sont applicables aux militaires disparus toutes les fois qu'une loi n'y a pas dérogé. Ce principe est formulé par un jugement du tribunal de Senlis (1) (21 décembre 1915), ainsi motivé :

Attendu que la dame B..., présente requête aux fins de se voir autoriser à faire procéder à la liquidation de la succession du sieur B..., son père, décédé en septembre 1915, par application de la loi du 3 juillet 1915, article premier.

Attendu que la dame Baudet est mariée ; que son mari Jules-Pierre Baudet est parti aux armées dans les premiers jours d'août 1914, après avoir donné à son épouse une procuration notariée.

Attendu que cette procuration est générale, et spécialement autorise la mandataire à recueillir toutes successions qui viendraient à s'ouvrir par la suite et pendant son absence au profit de son épouse.

Attendu cependant que la requérante soutient ne pouvoir faire usage de cette procuration à raison de la disparition de son mari, survenue le 22 septembre 1914.

Mais, attendu que la raison distingue des absents, les non présents et les disparus.

Attendu que des renseignements contradictoires sont fournis sur le compte de B... ; qu'il a pris part à divers engagements ; qu'il est rapporté comme ayant peut-être été fait prisonnier, qu'il est indiqué comme ayant peut-être été blessé ; que le doute le plus grand subsiste sur son compte à raison

1. *Le Droit* (*Journal des tribunaux*, mercredi 2 août 1916.)

même de la guerre et de la manière odieuse et cruelle dont les Allemands la comprennent ; qu'il n'a pas été rare, au cours de cette guerre, de recevoir tout à coup des nouvelles d'un militaire que l'on supposait mort, alors que, dans un but d'indignité révoltante, de violation éhontée des conventions internationales, ceux-ci ne craignent pas d'interdire à leurs prisonniers toute correspondance avec leurs familles.

Attendu qu'on ne doit reconnaître au sieur B... que la qualité de présumé absent, qui ne repose au sens même de la loi que sur le défaut prolongé de nouvelles, seul élément positif non contredit qui puisse laisser supposer le décès, mais ne l'affirme pas ; que l'absence juridique réside justement dans cette incertitude qui fait qu'on ne sait pas si l'intéressé est mort ou vivant...

(Cf. Arrêt de la Cour de Paris, 16 décembre 1864. S., 1866. 1. 324. — Arrêt de la Cour de Nancy, 26 mars 1874. S. 1874. 2. 165) relatifs à la présomption d'absence.

La disparition est un fait qui affecte tous les états de droit prévus par le Code ; nous allons diviser notre étude en utilisant une distinction plus générale.

Première section. — Des rapports de famille.

Section deux. — Du patrimoine.

Section trois. — Des successions.

Section quatre. — Des Pensions. — De la représentation en justice.

PREMIÈRE SECTION

Des rapports de famille

L'état de disparition exerce une grande influence sur le statut des personnes.

PARAGRAPHE I

Du Mariage

L'union conjugale subsiste malgré la disparition de l'un des époux. L'avis du Conseil d'État du 17 germinal en XIII « sur les preuves admissibles pour constater le décès des militaires » est ainsi conçu :

Le Conseil d'État est d'avis qu'il y aurait, comme l'observe le grand juge lui-même, un extrême danger à admettre comme preuve du décès de simples actes de notoriété fournis après coup, et, résultant le plus souvent de quelques témoignages achetés ou arrachés à la faiblesse, qu'ainsi cette voie est impraticable ; qu'à l'égard de l'absence, ses effets sont réglés par le Code civil en tout ce qui concerne les biens, mais qu'on ne peut aller au delà, ni déclarer le mariage de l'absent dissous après un certain nombre d'années ; qu'à la vérité, plusieurs femmes de militaires peuvent, à ce sujet, se trouver dans une position fâcheuse, mais que cette considération n'a point paru, lors de la discussion du Code civil, assez puissante, pour les relever de l'obligation de rapporter une preuve légale, sans laquelle on exposerait la société à de déplorables erreurs et à des inconvénients beaucoup plus grands que les maux partiels auxquels on voudrait obvier. En cet état, le Conseil estime qu'il n'y a pas lieu de déroger au droit commun ni d'y introduire une exception que le législateur n'a jamais admise.

Cette législation est surannée. Les intérêts en présence sont les suivants : d'une part, le disparu désire voir maintenir son mariage dans le cas où il se trouve

prisonnier, ne pouvant pas donner de ses nouvelles ; d'autre part, son épouse réclame la faculté de pouvoir contracter un nouveau mariage au bout d'un certain nombre d'années. Si nous envisageons une réforme de la législation, ce dernier intérêt incontestablement doit l'emporter. Il importe de favoriser les nouveaux mariages des épouses des soldats disparus afin d'empêcher qu'elles soient rivées, souvent très jeunes, à un mariage inexistant et dans le but de faciliter la repopulation.

Prenant pour base le postulat que nous avons indiqué page 62 *in fine*, nous proposons une réforme législative qui se présenterait de la façon suivante (1).

ARTICLE UNIQUE. — Les épouses des militaires disparus, au cours de la guerre de 1914, pourront, trois ans après le traité de paix, obtenir du tribunal civil un jugement qui mettra fin à l'état de mariage entre les époux.

Le disparu qui serait de retour après qu'un nouveau mariage ait été célébré, l'absence ayant été préalablement déclarée, ne sera pas admis à le critiquer.

En droit russe, la déclaration d'absence entraîne la nomination d'un curateur ; son effet est d'accorder à l'époux présent le droit de demander auprès de l'autorité diocésaine l'autorisation de contracter un nouveau mariage ; l'absence est une cause de divorce. L'absence prolongée est considérée non

V. Analogie tirée de l'article 38, al. 1^{er} du Code civil suisse.

seulement comme une probabilité du décès de l'absent, mais encore comme un abandon injurieux. Si l'époux délaissé est la cause de l'abandon, il ne peut obtenir l'autorisation de se remarier. L'épouse d'un soldat doit attendre dix ans avant de présenter une demande en divorce (1).

PARAGRAPHE 2

De la Tutelle.— Du Conseil de famille

Dans le cas de disparition d'un soldat, laissant une femme et des enfants mineurs ; quand ils avaient reçu un avis de décès, sans qu'aucun acte eût été rédigé, on s'était demandé si les juges de paix pouvaient autoriser la réunion du conseil de famille.

De puissantes raisons pratiques militaient en faveur de l'affirmative ; cette réunion était utile lorsque la femme désirait, par exemple, retirer les sommes placées par son mari à la Caisse d'épargne ou lorsqu'elle voulait aliéner certaines valeurs pour lesquelles elle devrait être autorisée ; on sait que le subrogé-tuteur a une fonction générale de surveillance.

Certains juges de paix hésitaient s'appuyant sur cette considération routinière que les avis de décès ne rentraient pas dans les catégories juridiques

1. Boivin, *de l'absence en droit comparé*. Thèse de doctorat.

prévues par les articles 390 et suivants du Code civil.

Toute hésitation cesse depuis la circulaire de M. le ministre de la Justice du 15 octobre 1915 conçue en ces termes :

Des difficultés se sont élevées au sujet de la convocation des conseils de famille et de la constitution des tutelles, lorsque le décès du père, résultant des faits de guerre, n'est établi que par un avis de décès ou un certificat délivré par le ministre de la Guerre.

Quelle que soit la valeur qui, en fait, puisse s'attacher à des documents de cette nature, certains juges de paix ne s'estiment pas autorisés à convoquer un conseil de famille sur le vu d'un simple avis ou certificat de décès qui légalement ne constitue pas une preuve authentique, mais seulement une présomption de décès.

I. — Il rappelle qu'il rentre dans les attributions des juges de paix de s'entourer de tous renseignements susceptibles de corroborer ou, au contraire, d'infirmer cette présomption et d'ordonner, ou non, la réunion du conseil de famille. S'ils estiment que la preuve du décès n'est pas suffisamment motivée, ils ne devront pas manquer de statuer par une ordonnance motivée afin de permettre aux intéressés l'exercice éventuel des voies de recours.

II. — Au surplus, alors même que le décès n'aurait pas paru établi avec une certitude suffisante pour permettre la réunion immédiate et la constitution définitive de la tutelle, il existe, dans l'intérêt des orphelins de père et de mère, un moyen de remédier à une situation qui ne saurait se prolonger sans de graves inconvénients pour les mineurs déjà privés de leur mère. Que, dans le cas de disparition du père, si la mère était décédée, lors de cette disparition ou si elle venait à décéder avant que l'absence du père ait été déclarée,

la surveillance des enfants sera déférée par le conseil de famille aux ascendants les plus proches et, à leur défaut, à un tuteur provisoire. Les dispositions de l'article 142 du Code civil paraissent pouvoir s'appliquer, par analogie, au cas où la présomption résultant de l'avis de décès ne serait pas, par faute de précision de nature à en corroborer la réalité, suffisante pour justifier immédiatement l'ouverture de la tutelle. Il sera donc possible, tout au moins six mois après la date indiquée comme étant celle de la disparition ou du décès, d'ordonner la réunion d'un conseil de famille à l'effet de déléguer la surveillance des orphelins du père et de la mère aux ascendants les plus proches et, à leur défaut, à un tuteur provisoire qui prendra toutes mesures utiles pour sauvegarder les intérêts moraux et matériels des mineurs placés sous sa garde.

En ce qui concerne les biens, la loi attribue de plein droit à la mère tous les droits qui dérivent de l'administration légale : il suffit que la disparition soit régulièrement constatée. Dès lors, elle n'a pas besoin de demander l'autorisation de la justice quand il s'agit d'un acte que le père aurait pu faire seul en sa qualité d'administrateur.

Pour ce qui est des actions mobilières appartenant au mineur, le père, administrateur, peut les intenter sans autorisation comme un tuteur pourrait le faire. La mère doit donc exercer ce pouvoir dans les mêmes conditions lorsque son mari disparaît.

La question s'est posée devant le tribunal d'Orléans. Voici les faits :

A la suite du divorce prononcé en 1907 contre

les époux Villaret, les enfants mineurs issus du mariage étaient, en fait, demeurés avec leur mère. En 1914, un des mineurs, employé chez un tuilier fut victime d'un accident du travail. A ce moment le père avait disparu depuis plusieurs années ; la mère demanda au tribunal de l'autoriser à intenter au nom du mineur une action en indemnité contre le patron.

Par jugement du 17 mars 1915 (1), le tribunal a décidé que la demanderesse pouvait intenter l'action sans être autorisée.

Attendu qu'aux termes de l'article 141 du Code civil, si le père avait disparu, la mère est habile à exercer tous les droits de celui-ci quant à l'éducation des enfants issus d'un commun mariage et à l'administration de leurs biens.

Vu l'article 389 du Code civil modifié par la loi du 6 avril 1910 : Attendu qu'en vertu des principes sus-énoncés, Cécile Placier, épouse divorcée de Villaret, est devenue, par l'effet de l'absence de ce dernier, habile à intenter toutes actions mobilières lui appartenant.

Cette décision doit être approuvée.

A la date du 16 mars 1916, une proposition de loi a été présentée par M. Lorient, député. Citons ce qui nous intéresse :

ART. 4. — L'épouse non séparée de corps, sauf causes graves, qui seront appréciées par le magistrat compétent,

1. *Répertoire du notariat*, n° septembre 1916. Defrenois.

exercera la tutelle provisoire des enfants mineurs issus du mariage commun.

ART. 5. — Trois mois après la disparition du père, si la mère était décédée lors de cette disparition ou à l'expiration de ce délai, la surveillance des enfants sera déférée par le conseil de famille aux ascendants les plus proches ou à leur défaut à un tuteur provisoire.

La réunion du conseil de famille sera provoquée par toute partie intéressée, par le juge de paix du canton ou par le ministère public.

Dans ce cas, l'administration des biens du disparu pourra être confiée à l'ascendant ou à un tuteur provisoire choisi par le conseil de famille.

PARAGRAPHE 3

Incapacité de l'épouse

On sait que cette incapacité est consacrée par notre droit. Que résulte-t-il de la disparition ?

Le 3 juillet 1915, une loi ainsi conçue est entrée en vigueur :

La femme mariée qui est dans l'impossibilité dûment constatée d'obtenir l'autorisation maritale, par suite de la guerre, se pourvoira de l'autorisation de justice, conformément à l'article 893 du Code de procédure civile.

ART. 2. — La mère exercera provisoirement la puissance paternelle à défaut du père empêché par la cause ci-dessus énoncée.

ART. 3. — La présente loi ne sera applicable que dans les cas d'urgence reconnus par la justice.

L'article premier doit-il recevoir son application lorsqu'il s'agit d'une femme dont le mari mobilisé est porté disparu après lui avoir conféré une procuration générale. Le tribunal de Senlis, dans le jugement précité du 21 décembre 1915, ne l'a pas pensé. L'impossibilité qui est visée par la loi nouvelle est celle qui résulte de ce que les communications sont difficiles ou interrompues entre la femme et son mari, vivant ou présumé tel (exemple : resté dans les régions envahies). Mais telle n'est pas la situation quand le mari militaire a disparu laissant une procuration générale, les intérêts de la femme sont alors suffisamment sauvegardés.

A défaut de procuration, la loi nouvelle serait applicable aux disparus.

DEUXIÈME SECTION

Du patrimoine

Toutes les fois que le disparu avant son départ a confié l'administration de ses biens à un mandataire général pourvu d'une procuration, cette personne le représente valablement dans tous les actes qui concernent son patrimoine.

Les biens du disparu qui n'a laissé aucune procuration seront gérés par un administrateur désigné par le tribunal sur la provocation d'office du ministère public. La surveillance du ministère public doit

s'exercer même lorsque le présumé absent a laissé une procuration spéciale si d'autres biens que ceux dont il s'agit dans le mandat sont en souffrance ; ou encore lorsque le présumé absent ayant laissé une procuration générale, le terme du mandat vient à expirer ou le mandat vient à cesser pour toute autre cause.

L'épouse du disparu peut être nommée administratrice.

Le projet de loi présenté à l'étude du Parlement par M. Lorient, député est ainsi formulé :

ARTICLE PREMIER. — S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par un militaire disparu ou prisonnier de guerre, et qui n'a point de procureur fondé, il y sera statué par le président du tribunal de première instance de son domicile ou de sa dernière résidence connue, à la requête de la plus diligente des parties intéressées ou du ministère public, passé le délai pendant lequel le non présent aux armées n'aura plus donné de ses nouvelles.

ART. 2. — Ce délai est de trois mois, à dater du jour où le non présent a été déclaré disparu par l'autorité compétente.

ART. 3. — Dans tous les cas, le président du tribunal pourra commettre un notaire, ou un avoué spécialement chargé de surveiller la gestion de l'administrateur nommé et de veiller aux intérêts du non présent.

ART. 4. — Les pouvoirs, les obligations et la responsabilité de l'administrateur sont régis par les dispositions de

l'article 389 du Code civil en matière d'administration légale.

L'administration pourra toujours être retirée, pour cause grave, par le président du tribunal, statuant en référé, à la diligence de l'époux, d'un parent ou allié, du non présent ou du ministère public.

Voici en quels termes M. Lorient s'exprime à ce sujet : « Prévoyant, en effet, de la façon la plus générale, la nomination de l'épouse en qualité d'administratrice, nous pensons qu'il est indispensable de pourvoir, le cas échéant, cette femme, le plus souvent inhabile aux choses de la vie et dépourvue de toutes connaissances juridiques, se débattant d'ordinaire au milieu d'une situation difficile, d'un conseiller éclairé et de parfaite honorabilité, qui la guidera, résolvant pour elle les questions épineuses. Le conseiller de gestion sera d'ailleurs responsable en tant qu'officier ministériel ce qui, outre la responsabilité de l'administrateur lui-même, nous est une garantie de plus de la bonne gestion des biens du disparu.

Il est des cas où la nomination d'un tel conseiller sera inutile, comme lorsque le président se trouvera en présence d'une personne présentant par elle-même toutes garanties de savoir et d'expérience nécessaire. Voilà pourquoi nous n'imposons pas à ce magistrat de commettre dans tous les cas un notaire ou un avoué. Inutile de mettre deux personnes expérimentées en présence. Quant à la rémunéra-

tion de la surveillance du conseiller de gestion, dans notre esprit, il y sera pourvu d'une façon analogue à celle usitée en matière de séquestre des biens austro-allemands, de manière à réduire les frais au minimum. Nous savons d'ailleurs que les officiers ministériels ne s'en plaindront pas. » Tout ceci me paraît heureux.

TROISIÈME SECTION

Des successions

C'est le point de vue pratique de notre étude.

1. — *Règlement de la succession d'un militaire disparu*

Elle ne peut être définitivement réglée, les héritiers ne peuvent appréhender l'héritage en cette qualité c'est-à-dire avec tous les droits de disposition que si le décès est légalement constaté. Il faudrait donc arriver à sa constatation, pour le disparu, comme pour celui dont le décès est certain, mais non régulièrement établi.

Les avis de décès constituent une simple présomption ; en pratique, ils sont suffisants pour permettre les oppositions et les levées des scellés et les inventaires.

A défaut de procès-verbal de disparition, la pre-

mière absence aux appels du corps sera déjà utilement constatée et notée. Des avis des camarades, de sociétés de la Croix-Rouge sont fréquemment transmis aux maires. Il faut les conserver avec soin dans les mairies, de manière à constituer plus tard des pièces officielles destinées à fournir des présomptions et même des certitudes morales sur le sort du disparu.

II. — *Succession dans laquelle un militaire disparu est intéressé*

a) *Succession ouverte avant la guerre*

Cette succession tombe dans le patrimoine de ce disparu et doit être réglée selon les mêmes principes que ses biens personnels.

Du moment qu'il y a présomption d'absence ou de disparition depuis la guerre, c'est-à-dire si les dernières nouvelles sont postérieures à la mobilisation, il faudra recourir à l'article 113 du Code civil (commission d'un notaire par jugement sur requête, pour les inventaires et partages).

b) *Succession ouverte depuis la guerre*

Quand des militaires absents sont intéressés dans des successions, il faudra appliquer la loi du 11 ven-

tôse an II. Ce texte est une faveur pour ceux qui défendent le sol de la patrie, en ce sens qu'il s'applique non seulement à ceux dont l'existence est certaine, mais encore à ceux dont l'existence est douteuse ; le législateur n'a pas voulu qu'ils soient écartés trop facilement de l'héritage par négligence ou mauvaise foi et qu'on leur applique l'article 136 du Code civil.

On a douté parfois de l'application de la loi de l'an II quand il existe un procès-verbal de disparition prévu par l'instruction ministérielle de 1894 ; on a dit que la loi ne pouvait pas viser ceux qui n'étaient pas légalement héritiers parce que leur existence était incertaine ; mais la doctrine et la jurisprudence ont repoussé cette opinion (Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, § 161, note 5. — Demolombe, t. II, n^o 344. — Cass. civ., 17 février 1829. D. 29. 1. 151. — En sens contraire : Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, n^o 1313).

En tout cas, il sera toujours bon de faire nommer comme curateur un notaire ; son expérience sera une garantie de plus.

La loi de l'an II n'autorise que des mesures conservatoires (inventaires, vente de mobilier) ou de pure administration. Pour les autres actes, il faudra attendre le retour, la déclaration d'absence ou la constatation de décès suivant chaque cas.

1° *Non militaires.*

Quand des non militaires, dont l'absence et la disparition sont présumées, sont intéressés dans des successions, jusqu'à la fin de la guerre et tant qu'une loi ne sera pas intervenue, il faudra leur appliquer les articles 135 et 136 du Code civil.

Nous supposons bien entendu le droit successoral ouvert postérieurement aux dernières nouvelles; au cas contraire, il leur serait acquis et aurait pris place définitive dans leur patrimoine. Dans l'hypothèse que nous visons, et sauf examen des conditions dans lesquelles la disparition a lieu, l'héritier doit être considéré comme ne venant pas à la succession et tout se passe comme s'il était prédécédé.

On a douté parfois de l'application des articles 135 et 136 à la période de présomption d'absence; on prétendait que cette période était régie par l'article 113 du Code civil; mais la doctrine et une jurisprudence presque constante repoussent cette interprétation (Trib. Seine, 4 juillet 1878, *Revue du notariat et de l'Enregistrement*, n° 5654. — Nîmes, 22 mars 1909, *Rev. not.*, n° 14.170. — Trib. Caen, 15 avril 1913, *Rev. not.*, n° 15.263 et la note de M. Roché).

Il y a lieu de faire toutes les recherches et investi-

gations nécessaires, une notoriété préalable à tout inventaire, signée du plus grand nombre de témoins possible, donnant les éléments et circonstances de la disparition et les raisons d'y croire. La Cour de cassation laisse d'ailleurs aux juges des tribunaux de fait un pouvoir souverain d'appréciation pour décider qu'il existe ou qu'il n'existe pas un doute sérieux sur l'existence du disparu (Cass. req. 21 novembre 1887. D., 1888.1.165).

PARAGRAPHE 2

A quelle époque les droits de mutation sont-ils exigibles quand des disparus sont intéressés dans des successions ? Par qui sont-ils dûs ?

Vu l'interprétation jurisprudentielle de la loi du 11 ventôse an II, on ne saurait exiger les droits de mutation par décès, du militaire disparu.

Ils ne sont dus par les personnes habiles à recueillir à la place du disparu que du jour où leur droit est devenu certain et dépourvu de toute condition. Il n'en serait autrement que si elles se mettaient en possession des biens héréditaires car, aux termes de l'article 12 de la loi du 22 frimaire an VII, cela suffit pour établir l'importance d'une mutation impossible. Ces solutions sont confirmées par une instruction de l'administration de l'enregistrement du 31 décembre 1915.

PARAGRAPHE 3

Dispositions prises pour diminuer les frais quand des disparus sont habiles à recueillir des successions

L'attention du Sénat est sollicitée par un projet déjà voté par la Chambre, et qui permettrait au juge de paix sur requête et sur l'avis conforme de la majorité des co-indivis, en présence des créanciers opposants, d'ordonner que, pendant le temps qu'il fixera, il soit sursis au partage de la succession. Le délai de maintien de l'indivision pourrait être prorogé plusieurs fois par le tribunal.

La circulaire du ministre de la Justice du 28 février 1916 est ainsi conçue :

... Qu'elle soit faite par le juge de paix ou par le greffier, agissant par délégation, l'apposition des scellés, quand elle a lieu d'office, ne doit intervenir qu'après que le juge a constaté qu'on est bien dans les cas prévus par l'article 911 du Code de procédure civile, et que certaines mesures de précaution s'imposent. Si même, le logement du défunt est encore occupé par l'époux ou par les héritiers, et que, laissé inhabité à la suite d'un départ, ce qui sera le cas pour beaucoup de mobilisés, il soit convenablement fermé, le juge de paix, quand bien même tous les héritiers ne seraient pas présents, devra s'abstenir de procéder à une apposition des scellés qui ne serait pas réclamée. Son intervention d'office ne se justifie qu'autant qu'un détournement est à craindre.

Lorsque ce sont les intéressés qui requièrent l'intervention

du juge de paix, celui-ci doit se faire rendre compte des circonstances qui rendent les scellés nécessaires et présenter aux parties toutes observations qu'il jugera utiles.

PARAGRAPHE 4

Retrait des objets personnels des militaires recueillis par
l'autorité

Quand un militaire est l'objet d'un avis de disparition, le Bureau de comptabilité et de renseignements aux armées a pour mission d'assurer la liquidation (au sens administratif) des successions. Il renvoie ces objets aux dépôts des corps auxquels appartenaient les disparus et ceux-ci les conservent pour les remettre aux intéressés s'ils reparaissent ; à leurs ayants droit si plus tard la preuve du décès est acquise ou les formalités de l'absence régulièrement accomplies.

Quand le décès des militaires est constaté par procès-verbal, le retrait des objets personnels ne peut avoir lieu que moyennant des certificats d'hérédité dont le but est spécial. Du moment que le décès paraît bien établi, les notaires peuvent rédiger ces certificats sans inconvénients.

QUATRIÈME SECTION

Des Pensions

De la représentation en justice et dans les Sociétés

PARAGRAPHE I

Dispositions réglementaires
destinées à venir en aide aux familles de militaires disparus

L'État ne devait pas laisser ces familles sans ressources :

1° Notons la circulaire du ministre de la Justice du 26 janvier 1916. On peut la résumer ainsi : s'il s'agit de la femme et des enfants d'un fonctionnaire mobilisé porté disparu, les administrations publiques continuent à faire état des délégations consenties par lui.

En ce qui concerne les autres catégories de délégataires, les délégations de l'espèce cessent d'être payées, après l'expiration d'un certain délai à compter de la disparition, savoir : six mois pour les ascendants, trois mois pour les autres délégataires.

2° Des secours sont accordés par les ministères compétents aux familles des militaires disparus quand elles sont nécessiteuses (v. *J. off.*, du 7 juin 1916). Les secours immédiats prévus par les circulaires des 17 février 1915 et 26 janvier 1916, sont accordés aux femmes ou enfants (légitimes ou natu-

rels reconnus), ou à défaut aux ascendants au premier degré des militaires disparus au cours des opérations de guerre, depuis six mois au moins.

3° Le décret du 17 décembre 1914, relatif aux allocations aux femmes et à défaut aux ascendants des officiers des différents corps de la marine décédés sous les drapeaux au cours de la guerre (art. 23). Les allocations qu'il prévoit ne se cumulent pas avec celles de l'article premier, paragraphe premier, du décret du 24 octobre 1914.

4° Les circulaires des 4 et 6 janvier sur les soldes d'office ; le décret et la circulaire du 16 janvier 1915 ; la décision du 1^{er} mars 1915 de M. le ministre de la Guerre ; la circulaire du 8 août 1915 concernant les accessoires de solde à payer, avec la solde proprement dite, aux familles des marins disparus, ou à verser à la Caisse des gens de mer à l'expiration des six mois qui suivent la date des dernières nouvelles ; la circulaire du 30 mai 1915 relative à l'allocation d'indemnités de changement de résidence au profit des épouses et des orphelins des militaires disparus depuis plus de six mois.

PARAGRAPHE 2

Du Moratorium des loyers

Quand un militaire ou marin se trouve être parti à la guerre, le soutien du ménage s'est évanoui ; le loyer pourrait être d'une trop lourde charge.

Le 31 septembre dernier, un décret a de nouveau prorogé de trois mois le paiement des loyers au profit, dans tous les départements, des locataires présents sous les drapeaux. Ses dispositions sont déclarées applicables aux femmes des militaires disparus depuis le 1^{er} août 1914 ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués.

Le 26 août 1916, le juge des référés à Paris était sollicité par un propriétaire, d'autoriser la vente du mobilier d'un de ses locataires mobilisé, mais disparu depuis le 25 septembre 1915. Sur plaidoirie de M. Lhermitte, il a refusé l'autorisation.

Le Parlement est saisi d'un projet de loi, déjà voté à la Chambre ; l'article 5 est ainsi conçu :

La résiliation du bail peut être prononcée sans indemnité sur la demande de la femme, des enfants ou à leur défaut des ascendants des militaires, appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, paraît probable.

La rédaction de cet article est très heureuse.

PARAGRAPHE 3

Des Pensions

Quand le décès d'un militaire n'est constaté que par un simple avis, le droit à la pension s'ouvre-t-il au profit des veuves ? Le Conseil d'État fut appelé à

donner son opinion sur ce point. *L'officiel* du 8 juin 1916 fait connaître que : « L'acte de décès peut être remplacé par l'avis de décès adressé par le ministre ou par l'autorité militaire si cette pièce porte la mention « tué à l'ennemi » ou « décédé des suites de blessures de guerre. »

Pour éviter des retards dans la liquidation des pensions, M. le ministre de la Guerre a décidé que la demande de pension pouvait être présentée, au nom des orphelins, par les personnes qui ont simplement la garde de ces derniers, mais le titre ne peut être remis qu'à leur représentant légal.

PARAGRAPHE 4

Représentation du Disparu en justice

Pour fixer les idées, nous allons envisager l'espèce suivante qui s'est présentée à l'audience de référé du 6 juin 1916. M. Monier, président (non publiée).

La Compagnie des omnibus avait chargé la société Lember et C^{ie}, entrepreneurs, de l'exécution d'un ensemble de travaux.

La compagnie demanderesse reproche à la société Lember des erreurs, des omissions, des vices ou insuffisances d'exécution.

Il y a urgence de procéder à l'expertise à laquelle la demanderesse a conclu, parce qu'il y a certains

travaux à exécuter immédiatement dans le but de prévenir les accidents graves que fait redouter l'état de choses actuel.

La seule personne juridiquement qualifiée pour représenter la société défenderesse est son gérant Lemberg qui, mobilisé en 1914, est prisonnier. La Compagnie demanda en référé qu'il soit désigné un administrateur, se substituant à Lemberg. Le juge des référés désigna un spécialiste, pour représenter Lemberg au cours de l'expertise, qui remplira son mandat après avoir demandé tous renseignements et documents à la dame Lemberg, et en se faisant assister par elle en toutes circonstances où il jugera son concours indispensable ou utile.

PARAGRAPHE 5

Représentation du disparu dans les sociétés

Nous allons supposer que le gérant d'une société civile a été mobilisé et a disparu. Les statuts de la société, sans prévoir le cas de mobilisation, disent qu'au cas où le gérant devient incapable, il sera pourvu par le tribunal à son remplacement. On peut considérer le disparu comme frappé d'incapacité. Il n'y aura plus alors qu'à faire désigner un autre gérant par application de l'article 113 du Code civil. Il représentera la société aux lieux et place de l'ancien.

QUATRIÈME PARTIE

De la disparition après la fin des hostilités

Pour préciser les règles que nous proposons, à titre individuel, afin de régir la disparition après la signature du traité de paix, il convient d'examiner les législations les plus récentes ; or il en existe deux le Code allemand et le Code suisse.

PREMIÈRE SECTION

Du Droit Comparé

Le Code civil allemand réglemente l'absence dans les articles 13 à 20 aux termes desquels, la disparition quand elle s'est prolongée pendant le laps de temps précisé à l'article 14, donne lieu à une présomption de décès qui, une fois acquise, permet la constatation judiciaire du décès. En Allemagne, la disparition tant qu'elle n'est qu'un état de fait, n'est pas réglementée (1).

1. En ce sens : Saleilles, *de l'absence en droit allemand* (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, année 1900).

En France, l'absence est un état de droit ; seul, l'envoi en possession définitif crée une présomption de décès quant aux biens.

En ce qui nous concerne, l'article 15 décide (1) :

Celui qui a pris part à une guerre comme faisant partie d'une force armée, et qui, pendant la guerre, aura été manquant et, depuis ce moment sera disparu, peut être déclaré décédé, lorsque depuis la conclusion de la paix, trois années se sont écoulées.

Ce cas de disparition suppose : 1° que le disparu faisait partie d'une force armée. Si au cours d'une guerre, il se fût formé des bandes irrégulières, ayant pris part à des combats et que le disparu en eût fait partie, il faudra appliquer l'art. 15) ; 2° que pendant la guerre, il ait été constaté comme manquant. C'est cette constatation de la disparition qui en constitue le point de départ en quelque sorte officiel. Pour que l'article 15 s'applique l'individu ayant une fois manqué à son poste, il faut qu'on n'ait eu aucune certitude de son existence, donc aucune nouvelle, et qu'il en soit ainsi au moment du traité de paix. La constatation d'absence résultera de tout fait régulier établissant que l'individu n'était pas présent à son corps, à tel moment donné où il y eut contrôle des hommes du corps de troupe.

1. Du Code civil allemand.

Notons l'article 16 du Code civil allemand pour les marins.

Le Code suisse n'a pas prévu le cas de disparition d'un militaire. Nous devons néanmoins rappeler quelques-unes de ses prescriptions pour l'absence en général.

L'article 33 alinéa 2 édicte :

A défaut d'actes de l'état civil ou lorsqu'il est établi que ceux qui existent sont inexacts, la preuve peut se faire par tous autres moyens.

L'article 36 décide que :

La déclaration d'absence peut être requise un an au moins après le danger de mort, ou cinq ans après les dernières nouvelles.

L'article 38 est ainsi conçu :

Lorsque la sommation est restée infructueuse, le juge prononce la déclaration d'absence et les droits ouverts par le décès peuvent être exercés de la même manière que si la mort de l'absent était établie.

Comment tirer parti de ces législations pour résoudre notre problème.

DEUXIÈME SECTION

Comment régler après la fin des hostilités
le cas de disparition

Deux idées nous paraissent s'imposer, mais à des titres très différents :

1° Il nous apparaît de la façon la plus claire qui soit possible, qu'il y a à la base de notre problème une donnée de droit naturel. On peut l'énoncer ainsi : étant donné que dans une société, le fait brutal de la guerre a causé la disparition d'un très grand nombre de personnes, il faut arriver dans le plus court délai possible à une constatation de l'autorité sociale qui mette fin, dans chaque cas particulier, à l'incertitude résultant de la disparition.

C'est là une règle que notre raison dégage de la nature des choses. L'ordre dans la société exige impérieusement que l'état civil soit stable et que les biens puissent librement circuler.

Envisagé d'une façon un peu plus large, le droit naturel nous enseigne que, pour des raisons d'utilité, cette constatation devra émaner de l'autorité judiciaire.

Enfin la loi à intervenir devrait consacrer les données historiques dont nous parlions à la page 7 de notre travail. Ce sont des notions devant lesquelles le jugement individuel ne peut que s'incliner ;

2° Mais tout cela est encore bien vague et obscur. Pour résoudre le problème des disparus, il nous faut faire appel au postulat de présomption de mort (1). Nous le dégageons des *désiderata* de la pratique et

1. Nous entendons parler d'une présomption légale. (v. p. 70 de notre travail).

du droit comparé ; les développements qui vont suivre présentent un caractère quelque peu subjectif.

Il restera à dégager de ce postulat des concepts afin de l'adapter pleinement aux réalités.

La loi de 1817 sur l'absence avait soigneusement distingué comme solutions possibles : la déclaration d'absence et la constatation de décès. Un siècle a passé et voici que la présomption de décès quant aux mariages des disparus nous apparaît pleinement désirable quelque solution qu'on adopte. Et si on la généralise, selon notre opinion, la déclaration de décès dans le droit à intervenir nous paraît se confondre avec la déclaration d'absence. Pour préciser davantage, voici le système que nous proposons :

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un militaire aura été porté disparu, à la suite des événements de la guerre de 1914, toute personne ayant un intérêt juridique pourra, trois ans après la signature de la paix, saisir de tribunal civil aux fins de la constatation du décès.

ART. 2. — La preuve du décès pourra être articulée par tous moyens, sous la réserve que les juges ne devront admettre que des présomptions graves, précises et concordantes.

ART. 3. — Le jugement qui constate le décès devra en reporter la date à l'époque de la disparition ou des dernières nouvelles ; cette date étant établie soit par le procès-verbal de disparition, soit par les divers procès-verbaux et avis relatifs aux décès, soit par tous documents probants.

ART. 4. — Le jugement qui constate le décès aura une autorité absolue ; il tiendra lieu d'actes de l'état civil et sera opposable aux tiers qui pourront seulement en obtenir la rectification, conformément à l'article 99 du Code civil.

ART. 5. — La procédure sera gratuite.

Tel est le texte que je propose à l'adoption du législateur. Il m'a semblé que je ne devais reculer devant aucune hardiesse quand il s'agissait de donner satisfaction aux intérêts légitimes des familles des disparus. La solution que je propose dans cette dernière partie est acceptée par M. Boivin dans sa thèse de doctorat ; elle paraît bien, quoiqu'avec plus de ménagements, conforme aux idées de M. Besnard, rédacteur en chef de *la Revue du notariat*. Partis de postulats très différents, nous tombons presque d'accord sur les solutions.

Le seul mérite de cette étude résidera dans le fait d'avoir étudié la question d'une façon progressive et d'avoir visé toujours à l'adaptation, au mieux, des règles aux réalités.

En dehors de l'interprétation des sources formelles, nous avons adopté une méthode de libre critique. Et ce n'est qu'après avoir étudié les données du droit naturel que nous avons pu faire œuvre de technique juridique en recourant à l'action, à la pratique et à la volonté.

BIBLIOGRAPHIE

- Villequez.* — De l'absence en droit romain et en droit français (Revue historique de droit français, 1856).
- Bénazé (de).* — Du postliminium. Thèse de Paris, 1893.
- Organisation et fonctionnement de l'agence des prisonniers de guerre de Genève, 1914-1916.
- Instruction du ministre de la Guerre du 23 juillet 1894, 6^e édition,
- Julliot.* — De l'état civil. Des testaments et des actes conservatoires aux armées. Paris, 1915.
- Revue trimestrielle de droit civil. Année 1916.
- Besnard.* — Règlement des successions par suite de la guerre. Décédés. Absents. Disparus. Paris, 1915 (tirage à part).
- Boivin.* — De l'absence en droit comparé. Thèse de doctorat. Paris, 1906-1907.
- Grasserie (R. de la).* — De l'annulation et de la dissolution du mariage d'après les Codes étrangers (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1914, t. XLIII, n^{os} 2, 4).
- Besnard.* — Commentaire de la loi du 3 décembre 1915 (Revue du Notariat et de l'enregistrement, 1916), n^o 15 janvier.
- Saleilles (R.).* — De l'absence en droit allemand. Notes sous les articles 13 à 20 du Code civil allemand (Édition de la Société de Législation comparée).
- Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, 1900.
- Code civil suisse du 10 décembre 1907.

Vu : Nancy le 14 novembre 1916
Le doyen

F. BINET

Vu : Nancy le 14 novembre 1916
le Président de la thèse,

F. GENY

Vu et permis d'imprimer :
Nancy, le 15 novembre 1916
Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM
Membre de l'Institut

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	101
INTRODUCTION.....	5
HISTOIRE.....	7
PREMIÈRE PARTIE. — Position du problème des disparus; éléments de sa solution.....	19
§ 1. — Rappel du droit commun d'absence...	19
§ 2. — Textes régissant des situations ana- logues à la disparition.....	28
§ 3. — De la disparition d'un militaire.....	34
Des œuvres qui recherchent les dis- parus.....	43
DEUXIÈME PARTIE. — De la constatation de la dispari- tion.....	55
<i>Première section.</i> — De l'acte de disparition.....	55
<i>Deuxième section.</i> — Des divers procès-verbaux et avis relatifs à la constatation des décès...	60
TROISIÈME PARTIE. — Des problèmes soulevés par la disparition durant la guerre.....	69
<i>Première section.</i> — Rapports de famille.....	72
<i>Deuxième section.</i> — Du Patrimoine.....	80
<i>Troisième section.</i> — Des Successions.....	83
<i>Quatrième section.</i> — Des Pensions. — De la repré- sentation en justice et dans les sociétés.....	90
QUATRIÈME PARTIE. — De la disparition après la fin des hostilités.....	95
<i>Première section.</i> — Du droit comparé.....	95
<i>Deuxième section.</i> — Comment régler en France la disparition après la guerre.....	97

